

*II. III. 361.*

*15.683.*

LE

# MARÉCHAL DAVOUT

A HAMBOURG





27. 11. 96  
15. 63.

LE

# MARÉCHAL DAVOUT

A HAMBOURG





„Sahen wir doch im Jahre 1813, als er schon im  
„vollen Abzuge war, wie in Hamburg — damals eine  
„französische Stadt — ein französischer Marschall zum  
„Abschied die Hamburger Bank in die Tasche steckte.“

« *Il nous a pourtant été donné de voir, en l'an*  
« *1813, comment à Hambourg, dans ce temps-là*  
« *ville française, un maréchal de France, alors*  
« *qu'il était déjà en pleine retraite, mettait, en*  
« *guise d'adieux, la banque hambourgeoise dans*  
« *sa poche. »*

(Extrait du discours prononcé par M. le Maréchal de  
Moltke à la séance du Reichstag du 14 mai 1890.)

---

Le Maréchal Davout a publié en 1814, alors  
qu'une partie de notre territoire était encore oc-  
cupée par les armées étrangères, un Mémoire jus-  
tificatif au Roi sur les actes de son gouvernement  
de Hambourg.

Sa famille le réédite aujourd'hui, convaincue  
qu'après sa lecture, pour tout homme de cœur,  
pour tout patriote, à quelque nation qu'il appar-  
tienne, ce n'est pas la mémoire du maréchal  
Davout qui se trouvera amoindrie par les paroles  
citées plus haut.



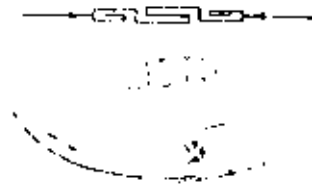
# MÉMOIRE

DE

M. LE MARÉCHAL DAVOUT

PRINCE D'EGKMÜHL

# A U R O I



A PARIS

Chez GABRIEL WARÉE, Libraire, Quai Voltaire, n° 21.

LENORMANT, Libraire, rue de Seine.

J. G. DENTU, Libraire, rue du Pont-de-Lodi, n° 3; et  
Palais-Royal, Galerie de bois.

DELAUNAY, Libraire, Palais-Royal, Galerie de bois.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET

1814



*Pour éviter les contrefaçons, tous les exemplaires doivent être revêtus de la signature de l'Imprimeur.*

*Signé : G. A. CRAPELET.*

# MÉMOIRE

DE

M. LE MARÉCHAL DAVOUT

PRINCE D'ECKMÜHL

A U R O I



SIRE,

J'ai l'honneur de soumettre à la justice de Votre Majesté l'examen détaillé de ma conduite; Elle y acquerra la preuve que je n'ai jamais fait qu'un usage légitime de l'autorité dont j'étais revêtu. Je n'ai point abusé, Sire, du pouvoir qui m'a été confié; aucun des actes de mon gouvernement, dans la trente-deuxième division militaire, ne peut être taxé d'arbitraire; tous ont été dictés par des ordres ou décrets dont j'ai les originaux entre les mains, et dont je mets les copies sous les yeux de Votre Majesté.

J'ai pu, dans les grands commandements dont j'ai été chargé, froisser des intérêts particuliers, mais jamais, de mon fait, ni de mon propre mouvement, je n'ai rendu odieux le nom français ; et, dans les circonstances difficiles où je me suis trouvé, j'ai toujours eu pour guides, l'honneur, la patrie et l'intérêt de l'armée.

Une grande responsabilité a pesé sur moi ; j'aurais pu rejeter sur le Gouvernement la sévérité des mesures dont je n'étais que l'exécuteur ; mais j'ai gardé le silence, par devoir et par respect pour l'autorité souveraine, à laquelle cette déférence me paraît due : tels sont les principes que j'ai toujours professés.

Cependant, Sire, je dois à la France, à l'armée, à moi-même, de me laver d'une inculpation qui pourrait ternir un nom attaché à quelques glorieux souvenirs.

Je réclame une justice éclatante ; je demande avec confiance que ma conduite soit examinée par les maréchaux que Votre Majesté voudra bien désigner.

Le ministre de la guerre m'a annoncé que Votre Majesté avait reçu des plaintes graves sur le commandement que j'ai exercé à Hambourg, et m'a ordonné, de sa part, de me justifier sur les inculpations qui me sont faites.

Les principales sont :

1° *D'avoir fait tirer le canon sur le drapeau blanc, après avoir eu la connaissance certaine du rétablissement du trône des Bourbons ;*

2° *D'avoir enlevé les fonds de la banque de Hambourg ;*

3° *Et d'avoir commis des actes arbitraires qui tendaient à rendre odieux le nom français.*

Cette dernière inculpation est tellement vague puisqu'elle ne précise aucun fait, qu'il me suffira pour la détruire, de présenter le récit fidèle de mes opérations depuis ma rentrée à Hambourg, jusqu'au moment où j'ai reçu l'ordre de remettre à M. le général de division comte Gérard, le commandement de l'armée. Ce simple exposé, appuyé de pièces justificatives, prouvera que je n'ai pris aucune mesure qui ne fût commandée par un ordre précis ou par l'urgence des circonstances, et répondra aussi aux deux inculpations qui ont pour objet le drapeau blanc et la banque de Hambourg.

Le 16 avril 1813, je reçus du prince Eugène, commandant l'armée française en Allemagne, l'ordre de me rendre à Bremen, pour y prendre le commandement en chef de la trente-deuxième division militaire, et celui de l'armée destinée à agir sur Hambourg. Le prince me fit connaître que l'empereur me donnait tous les pouvoirs, et me

chargeait de mettre à exécution le décret du 10 avril qui suspend le régime constitutionnel dans les départements de la trente-deuxième division militaire; charge spécialement le général en chef du rétablissement de l'ordre et de la tranquillité publique; lui donne l'exercice de la haute police, et la faculté de faire les règlements qu'il jugerait nécessaires, avec application des peines portées au Code pénal; l'autorise à imposer des contributions extraordinaires, par forme de peine, sur les villes et communes, arrondissements ou départements, et à prendre au besoin, les mesures usitées en pays ennemi, pour assurer la rentrée de ces contributions; prendre des otages et toute autre mesure autorisée par la guerre.

La sévérité de ce décret était alors nécessitée par les mouvements qui troublaient la trente-deuxième division militaire. L'insurrection qui s'était manifestée à Hambourg quelques mois avant, et l'approche de l'ennemi, avaient forcé la faible garnison qui occupait cette ville à repasser l'Elbe. Les habitants étaient excités au soulèvement par des partis qui parcouraient le pays. Les forts mal gardés étaient tombés au pouvoir des insurgés, et des soldats français avaient péri victimes de la fureur du peuple.

Le 11 mai, je reçus par duplicata, du major-

général prince de Neuchâtel, deux lettres chiffrées, dont la première datée de Waldeim, le 7 mai ; la seconde de Nossen, le 8, me prescrivait de me porter sur Hambourg, de m'emparer de cette place, et me traçaient la conduite que je devais y tenir.

Mes instructions m'ordonnaient expressément, entre autres dispositions, de mettre une contribution de cinquante millions sur les villes de Hambourg et de Lubeck ; de prendre des mesures pour la répartition et le prompt paiement de cette somme, et de faire de Hambourg une place forte.

Le Danemarck s'étant rattaché au système de l'empereur Napoléon, et quelques combats nous ayant rendus maîtres de Haarboug et des îles, le général ennemi qui avait commencé à fortifier Hambourg, enrégimenté une partie de la population, abandonna la place à la hâte, et la livra sans capitulation à la discrétion du vainqueur.

A ma rentrée dans cette ville, j'établis le gouvernement prescrit par le décret du 10 avril ; je commençai par mettre à exécution la partie de mes instructions qui devait faire de Hambourg une place forte, et celle qui devait, par une contribution, assurer à l'armée de grandes ressources ; quant aux mesures plus sévères, je pris sur moi la responsabilité de leur non-exécution : je commandais depuis longtemps en Allemagne et je

connaissais l'esprit de ces peuples; je ne fis arrêter ni juger personne pour cause d'opinions ou de faits politiques; je défendis les vengeances particulières, j'empêchai même qu'on recherchât ceux qui, dans le tumulte de l'insurrection, s'étaient emparés des propriétés appartenant à des administrateurs et militaires français.

Presque tous les sénateurs et les personnes importantes qui avaient pris la fuite à la rentrée des troupes françaises, rassurés par ma modération, demandèrent avec instance à rentrer dans leurs familles, et se soumirent à racheter par leurs parts dans la contribution de guerre les peines qu'ils avaient encourues aux termes de la loi.

Le décret du 18 juin m'ordonnait de former une liste des individus absents; par l'effet de cette mesure les sénateurs de Hambourg et de Lubeck, les individus qui avaient accepté des emplois lors de l'occupation de Hambourg par l'ennemi, et une partie des principaux habitants étaient privés de tous droits civils.

Je sollicitai près de mon gouvernement la grâce de ceux qui avaient été entraînés par les promesses de l'ennemi. L'empereur Napoléon m'ayant autorisé à publier une amnistie en faisant les exceptions que commandaient les intérêts de son service, je réduisis à vingt-huit le nombre des indivi-

dus à porter sur cette liste, après avoir pris l'avis des principales autorités de la ville.

Tous étaient absents par le fait, aucuns n'avaient fait d'actes de soumission, et plusieurs étaient dans les rangs de l'ennemi.

Par de nouveaux ordres datés de Bunzlau, le 7 juin, il me fut ordonné d'employer dix mille ouvriers aux travaux de la place.

Par une lettre du 10 juin, de Dresde, l'empereur ordonna que toutes les dépenses de l'artillerie, du génie et des approvisionnements seraient faites aux dépens de la ville.

Par une lettre du 17 juin il me fut ordonné de saisir tous les bois de construction, mâts, matériaux, courbes, etc., dans les magasins, tant publics que particuliers.

Par une lettre du 17 juin l'empereur m'annonce qu'il vient de rendre un décret pour toutes les dépenses de la trente-deuxième division. Il me prescrit en outre de faire payer, en sus des contributions et des quarante-huit millions, toutes les dépenses, excepté la solde, par la voie de centimes additionnels.

Par un décret du même jour, il nomme M. le comte de Chaban intendant général des finances dans la trente-deuxième division militaire, le charge du recouvrement des impôts et des contributions,

et ne me laisse plus que le droit d'en régler l'emploi. La comptabilité repose donc depuis cette époque sur M. le comte de Chaban et sur la commission des finances qui l'a remplacé, lorsque, victime du plus généreux dévouement, cet administrateur sage, éclairé, intègre, périt d'une maladie prise dans les hôpitaux.

Cette commission, dans le compte qu'elle rendra de sa gestion, donnera à Votre Majesté une preuve de la sagesse et de l'équité qui ont présidé à toutes les opérations des finances pendant la durée de mon commandement.

C'est en mettant à exécution les ordres dont Votre Majesté vient de lire le détail, que j'ai probablement attiré sur moi le reproche d'avoir rendu odieux le nom français par des actes arbitraires; mais la lecture de ces pièces vous aura convaincu, Sire, que je n'ai fait qu'obéir aux ordres et décrets de l'empereur, qui fixent la quotité de l'impôt, en règlent le recouvrement, désignent les habitants qui ont encouru sa disgrâce, déterminent les charges qui ont été imposées à la ville, et désignent jusqu'à la nature des contributions.

Qu'on interroge les peuples de la Pologne, de la Silésie et de la Moravie, et ils diront si je me suis jamais porté à des actes arbitraires dont ils aient eu à gémir, et si par une administration sage,

ferme et prévoyante, je n'ai pas allégé pour eux les maux de la guerre, maintenu l'ordre et la discipline dans les troupes, et fait aimer autant que respecter le nom français.

Pendant l'armistice conclu à Newmarck, l'empereur appela à lui le premier corps d'armée, dont j'avais eu jusqu'alors le commandement, et le confia au général Vandamme. Le treizième corps fut créé à Hambourg : il se composait de nouvelles troupes et de conscrits qui venaient de France ; j'étais chargé de les organiser et de les former en corps d'armée. Le Danemarck, par un traité avec la France, devait y joindre douze mille hommes. Je devais menacer et contenir l'ennemi ; donner des inquiétudes au prince royal de Suède, sur ses communications avec la Poméranie, et me tenir en mesure de profiter des succès que pourrait avoir le corps français qui se portait sur Berlin.

Les hostilités recommencèrent le 17 août, et le 22, après quelques combats, j'arrivai à Schwerin ; je fis occuper Wismar par une division, et j'attendis, dans cette position, les événements majeurs qui devaient se passer entre les grandes armées sous Berlin.

Les administrations du pays furent maintenues, nul ne fut inquiété pour ses opinions politiques, ou pour les violences commises contre les militai-

res français lors de l'évacuation du pays : aucunes contributions de guerre, ni en argent, ni en effets pour l'usage de l'armée ne furent frappées. L'armée observa la discipline la plus sévère ; il n'y eut aucun exemple d'incendie, de vol, de pillage ou d'exactions. J'en appelle aux fonctionnaires publics, aux habitants du pays, et à l'ennemi même, qui en laissa échapper le témoignage.

Les événements survenus le 22 août près Berlin, ayant dérangé une partie du plan de campagne où je devais, par mes instructions, me borner à suivre les mouvements de la grande armée française qui agissait sur ce point, je pensai à prendre une position plus rapprochée, qui couvrit Hambourg et le Holstein, ainsi que cela était convenu par le traité avec le Danemarck, et me mît à même d'attendre les ordres de l'empereur Napoléon.

Les mouvements des alliés ayant pris à cette époque un caractère sérieux, j'attendais chaque jour de nouveaux ordres sur la conduite que je devais tenir ; mais depuis le 18 août jusqu'au 11 novembre je n'en reçus plus aucuns.

Je devais donc prendre pour base de mes opérations, mes instructions générales ; elles me prescrivaient de regarder Hambourg comme un point de la plus haute importance, sous le double rap-

port militaire et politique, de ne pas m'inquiéter des mouvements que l'ennemi pourrait faire sur la rive gauche de l'Elbe, et m'ordonnait formellement d'exécuter le traité conclu avec le Danemarck; traité par lequel la France s'obligeait à couvrir le Holstein par vingt mille Français, et prévoyait le cas où, forcé par un ennemi supérieur d'abandonner le pays, on serait obligé de se retirer à Hambourg, Rendsbourg et Gluckstadt, qui devaient à cet effet être mis en état de siège et de défense par les deux puissances respectives.

La position que j'avais prise sur la Stecknitz remplissait ce but et menaçait l'ennemi; je m'occupai à mettre Hambourg en état de nous recevoir dans le cas où les événements de la guerre me forceraient à y rentrer.

Les ordres de l'empereur étaient d'établir sur ce point un grand système de défense; il considérait Hambourg et Haarboug comme des têtes de pont sur l'Elbe, et voulait que la communication fût toujours maintenue sur les îles, et assurée par une citadelle qui devait se construire dans la partie de Hambourg qui touche à l'Elbe; ce qui aurait entraîné la destruction d'une partie des maisons de la ville. On avait jusqu'alors travaillé sans relâche à l'accomplissement de ce grand projet, et cependant on était encore loin d'avoir atteint le

but qu'on s'était proposé. Hambourg et Haarbours étaient, il est vrai, à l'abri d'un coup de main ; mais l'objet de tous les travaux, celui de forcer l'ennemi à ouvrir la tranchée devant la place, n'était pas rempli.

Le système de défense qui avait été arrêté entraîna avec lui de grands inconvénients : il fallait convertir en place de guerre une ville riche et peuplée, dont les glacis étaient couverts de maisons. Il fallait demander aux habitants de nouveaux sacrifices ; je ne les ai point exigés tant que la lutte nous a été favorable : tous les bâtiments que les règlements militaires condamnaient à la démolition étaient restés intacts, à la proximité même des ouvrages que je faisais élever ; mais maintenant toutes les considérations particulières devaient céder aux intérêts que j'étais appelé à défendre ; je devais tout sacrifier à l'armée que je commandais et à la France, en lui conservant une place à laquelle l'ennemi attachait la plus grande importance, et qui pouvait avec Magdebourg nous valoir des compensations ou des moyens de négociations, si l'issue de la guerre nous devenait défavorable.

Les approvisionnements de Hambourg, qui avaient été calculés pour dix mille hommes, devenaient insuffisants si j'étais forcé de m'y enfer-

mer avec l'armée; je dus par conséquent employer tous les moyens qui étaient à ma disposition pour les compléter. J'y parvins, soit par voie d'achats, soit par voie de réquisitions. Dans la position difficile où je me trouvais, les lois de la guerre autorisaient ce dernier moyen, et toutes les accusations dirigées à ce sujet contre moi, ne pourraient porter que sur les dilapidations qui auraient été faites au détriment des habitants ou de l'armée. Pour prévenir toutes espèces de malversation, je fis les règlements les plus sévères; ils furent exactement observés, et je n'ai eu qu'à me louer des soins que s'est donnés l'administration, tant pour la conservation des diverses denrées dont elle était comptable, que pour leurs distributions. Tout ce qui a été répandu à ce sujet est une insigne calomnie.

Les habitants avaient négligé de s'approvisionner, malgré la publication du décret du 18 juin qui déclarait Hambourg en état de siège. J'ordonnai en conséquence, le 16 octobre, au gouverneur, de leur faire savoir par le maire, le préfet, et les commandants de quartiers, que l'état de siège leur imposait l'obligation de s'approvisionner jusqu'à la récolte, c'est-à-dire jusqu'au mois de juillet 1814, s'ils ne voulaient pas s'exposer à être renvoyés de la ville; et afin de ne laisser à cet égard aucuns doutes sur mes dispositions, je prescrivis

le 9 novembre, à M. le gouverneur, de donner à mes ordres la plus grande publicité.

J'appris bientôt par les bulletins de l'ennemi, les événements de Leipzig, et je fus aussi informé que l'armée du nord, commandée par le prince royal de Suède, composée du corps suédois, de celui de Bulow, et de plusieurs divisions russes, se portait sur le Weser et sur Hambourg, et que le 2 novembre le prince de Suède avait son quartier général à Gœttingen. Je me trouvais donc entièrement isolé de l'armée française, et sans nouvelles de l'empereur. Mes regards se tournèrent alors vers ma patrie; mais la position que l'ennemi occupait, avec des forces supérieures, me mettait dans l'impossibilité de rien entreprendre pour me rapprocher du Rhin, quand bien même, au mépris des ordres de l'empereur, et du traité conclu avec le Danemarck, j'eusse voulu abandonner Hambourg; le seul parti que j'avais à prendre pour conserver le corps d'armée à la France, et pour suivre mes instructions, était donc de faire de Hambourg une place respectable, et j'y travaillai dès lors avec une nouvelle activité.

Le 11 novembre, je reçus du général Carra Saint-Cyr, au moment où il était forcé d'abandonner Munster à une division russe, qui devait l'occuper le même jour, un billet chiffré ainsi conçu :

Munster, le 5 novembre.

« Monsieur le Maréchal, l'intention de l'Empe-  
 « reur, par ses ordres de Mayence, le 1<sup>er</sup> novem-  
 « bre, est que vous laissiez une bonne garnison à  
 « Hambourg, et que vous vous rapprochiez de la  
 « Hollande, ou, s'il n'était plus temps de faire ce  
 « mouvement, de manœuvrer sur Hambourg.  
 (Cette phrase est suivie de treize chiffres, dont il a  
 été impossible de deviner la signification, et qui,  
 par le sens naturel du billet, ne pouvaient signifier  
 autre chose que *sur les deux rives.*)

« Je suis convenu que le porteur recevra trente  
 « frédéric de Votre Excellence, s'il remplit bien  
 « sa mission.

« Le général de division,  
 « *Signé : CARRA SAINT-CYR.* »

Il n'était plus temps d'exécuter ces ordres; j'avais déjà reconnu l'impossibilité de me rapprocher de la France avec le corps d'armée réuni; j'y devais renoncer à plus forte raison avec l'obligation de laisser à Hambourg une bonne garnison qui, dans l'état où était la place alors, pouvait se regarder comme sacrifiée.

Le prince de Suède se décida à m'attaquer sur la Stecknitz, dont la position n'était plus tenable

depuis que les gelées avaient rendu praticables les marais qui en faisaient la force. Je ne voulus pas compromettre dans une lutte désavantageuse le sort de Hambourg et de l'armée, et j'ordonnai d'abandonner le camp retranché de la Stecknitz. Le corps danois se retira sur Rendsbourg, et le corps français sur Hambourg, mouvement qui avait été prévu, en cas de revers, par mes instructions et le traité avec le Danemarck.

Me voilà livré maintenant à mes propres forces, en présence d'une armée nombreuse, et réduit à la défense d'une place du plus vaste système : c'est à Hambourg, dans une ville à peine transformée en place de guerre, sans établissemens militaires, sans casernes, sans hôpitaux, sans magasins qui fussent à l'abri de la bombe, et au milieu d'une population inquiète, et trois fois plus nombreuse que nous, que je suis appelé par les événemens de la guerre, à soutenir une lutte dont l'objet est de gagner du temps, d'en imposer à l'ennemi, de l'obliger à réunir beaucoup de troupes, et enfin de le forcer à faire du siège dans toutes les règles. Voilà le but que j'ai voulu atteindre ; tout a dû céder à cet important objet : l'honneur, la patrie m'imposaient de sévères lois.

L'ennemi dans ses proclamations excitait à l'insurrection les habitans, leur promettait de prompts

secours, et les engageait à seconder par leurs efforts, dans l'intérieur, les attaques qui seraient faites sur la ville. Je sentis que de pareils conseils ne pouvaient produire que trop d'effets sur une population de plus de quatre-vingt mille âmes, exaspérée par ses propres malheurs, enhardie par les revers que l'armée française avait éprouvés, et qui s'enorgueillissait encore d'avoir été la première à donner à l'Allemagne le signal de ce grand mouvement qui se fomentait depuis longtemps dans ce pays.

Il était de mon devoir de diminuer une population qui aurait pu devenir redoutable après quelques mois de siège, et je fis mettre à exécution l'ordre, publié antérieurement, de faire sortir de Hambourg les étrangers, les gens sans aveu et les habitants qui n'avaient pas leur approvisionnement, les termes de rigueur étant déjà expirés : ces mesures ont dû nécessairement beaucoup irriter ceux sur qui elles portaient ; mais je n'avais pas à balancer : l'ennemi avait lui-même, par ses proclamations, tracé la conduite que je devais tenir.

Les motifs qui avaient dicté des mesures aussi sévères, m'obligèrent peu de temps après à défendre l'introduction des bulletins ennemis et de toutes espèces de journaux. Je sais que, pour donner

à ma conduite une couleur odieuse, on a répandu dans le public, et annoncé dans les journaux étrangers, que les moindres fautes à Hambourg étaient punies de la peine capitale, et que cinq des plus riches négociants de la ville avaient été passés par les armes pour avoir fait connaître à la garnison les événements survenus en France ; ces accusations ont un tel caractère de fausseté, que je devrais laisser au temps seul le soin de les détruire ; mais cette justice est trop tardive, et l'inculpation est trop publique pour que je puisse plus longtemps contenir mon indignation. J'en appelle dès ce moment au témoignage de toute l'armée et des habitants de Hambourg ! Qu'ils disent si ma rentrée dans leurs murs a été signalée par des exécutions ; si aucun habitant a payé de sa vie, de sa liberté même, ses opinions, ses discours, ses écrits ou ses actions politiques, et si un seul homme a subi la peine capitale, à l'exception d'un employé français convaincu de malversations très criminelles dans un hôpital dont il était l'économe, et de onze embaucheurs ou espions, tous gens sans aveu, pris en flagrant délit, convaincus et jugés à des époques différentes.

Je provoque ici le témoignage des Hambourgeois ; qu'ils citent, qu'ils nomment les individus innocents qui ont été victimes ; j'ai été sévère, il

est vrai, mais d'une sévérité de paroles qu'il entraînait dans mon système d'affecter dans tous les pays où j'ai commandé, et dont j'ai laissé croître le bruit, bien loin de chercher à le détruire, pour m'épargner la pénible obligation de faire des exemples.

Le général comte Beningsen, à son arrivée à Bergedorf avec son propre corps d'armée, annonçait qu'il livrerait bientôt les Français à la vengeance des Hambourgeois, et désignait l'époque où il serait maître d'une place qu'on avait à peine eu le temps de mettre à l'abri d'un coup de main. Je ne répondis à ses proclamations qu'en me mettant à même de déjouer ses projets : nous sommes assez connus l'un et l'autre pour qu'un jour notre conduite et nos caractères soient appréciés à leur juste valeur.

Les maisons dont j'avais retardé la démolition auraient pu favoriser cette attaque de vive force, et je vis que le seul moyen de la faire échouer était d'isoler, à quelque prix que ce fût, non seulement le corps de la place, mais encore les ouvrages dont j'avais en dernier lieu ordonné la construction<sup>1</sup>. Le point le plus important, sous ce rapport, était sans contredit le front qui regarde

1. En effet, l'ennemi fit deux attaques de vive force les 9 et 17 février ; il y perdit 5,000 hommes, ce qui le rendit plus circonspect.

à ma conduite une couleur odieuse, on a répandu dans le public, et annoncé dans les journaux étrangers, que les moindres fautes à Hambourg étaient punies de la peine capitale, et que cinq des plus riches négociants de la ville avaient été passés par les armes pour avoir fait connaître à la garnison les événements survenus en France; ces accusations ont un tel caractère de fausseté, que je devrais laisser au temps seul le soin de les détruire; mais cette justice est trop tardive, et l'inculpation est trop publique pour que je puisse plus longtemps contenir mon indignation. J'en appelle dès ce moment au témoignage de toute l'armée et des habitants de Hambourg! Qu'ils disent si ma rentrée dans leurs murs a été signalée par des exécutions; si aucun habitant a payé de sa vie, de sa liberté même, ses opinions, ses discours, ses écrits ou ses actions politiques, et si un seul homme a subi la peine capitale, à l'exception d'un employé français convaincu de malversations très criminelles dans un hôpital dont il était l'économe, et de onze embaucheurs ou espions, tous gens sans aveu, pris en flagrant délit, convaincus et jugés à des époques différentes.

Je provoque ici le témoignage des Hambourgeois; qu'ils citent, qu'ils nomment les individus innocents qui ont été victimes; j'ai été sévère, il

est vrai, mais d'une sévérité de paroles qu'il entraînait dans mon système d'affecter dans tous les pays où j'ai commandé, et dont j'ai laissé croître le bruit, bien loin de chercher à le détruire, pour m'épargner la pénible obligation de faire des exemples.

Le général comte Beningsen, à son arrivée à Bergedorf avec son propre corps d'armée, annonçait qu'il livrerait bientôt les Français à la vengeance des Hambourgeois, et désignait l'époque où il serait maître d'une place qu'on avait à peine eu le temps de mettre à l'abri d'un coup de main. Je ne répondis à ses proclamations qu'en me mettant à même de déjouer ses projets : nous sommes assez connus l'un et l'autre pour qu'un jour notre conduite et nos caractères soient appréciés à leur juste valeur.

Les maisons dont j'avais retardé la démolition auraient pu favoriser cette attaque de vive force, et je vis que le seul moyen de la faire échouer était d'isoler, à quelque prix que ce fût, non seulement le corps de la place, mais encore les ouvrages dont j'avais en dernier lieu ordonné la construction . Le point le plus important, sous ce rapport, était sans contredit le front qui regarde

1. En effet, l'ennemi fit deux attaques de vive force les 9 et 17 février ; il y perdit 5,000 hommes, ce qui le rendit plus circonspect.

la ville d'Altona, tant par la disposition des ouvrages qui ne contre-battent les attaques que par le feu de deux bastions, que par sa position rapprochée du faubourg de Hambourg, dit le *Hamburgerberg*, qui donnait à l'ennemi la facilité de nous attaquer à l'improviste par des colonnes qui se seraient formées en silence et se seraient approchées, sans être vues, à portée de pistolet des ouvrages. La démolition du *Hamburgerberg*, elle, était nécessaire à la sûreté de la place et fut la conséquence de cette dernière considération.

Je sais qu'en dénaturant les faits, qu'en n'écoulant que la haine, il est facile de peindre, sous des couleurs odieuses, l'expulsion des habitants d'une ville assiégée pendant les rigueurs de l'hiver. La sensibilité s'émeut à l'idée de vingt-cinq mille individus forcés d'abandonner leurs familles et leur patrie dans de telles circonstances. Nous-mêmes nous avons gémi sur les effets de cette mesure; mais quel parti devions-nous prendre à l'égard de ces individus que la négligence ou la misère avaient empêchés de s'approvisionner? N'était-ce pas avancer la reddition de la place, que de leur fournir des vivres destinés à l'armée? Et, si je les conservais dans la ville sans leur donner des subsistances, n'était-ce pas exposer la garnison aux fureurs auxquelles le désespoir devait enfin les por-

ter ? J'avais rempli mon devoir en les prévenant longtemps à l'avance du sort qui les menaçait : je devais donc céder à la nécessité. Les garder à Hambourg, c'eût été manquer comme chef militaire à mes premières obligations ; c'est à Altona, à une portée de canon de la place, qu'ils ont été accueillis et ont reçu du soulagement à leurs maux.

Il n'est point dans la nature de ce mémoire de parler des opérations militaires durant le blocus, je passe sous silence les affaires et combats qui ont eu lieu et qui ont rendu le nom français respectable aux ennemis ; mais je ne puis refuser ici le juste tribut d'éloges que je dois au corps d'armée que je commandais, pour sa bravoure dans les combats, sa patience dans les travaux, sa constance dans un hiver rigoureux, sa parfaite discipline et sa conduite envers les chefs et les habitants. Je me ferai un devoir de solliciter les bontés de Votre Majesté en faveur des généraux, officiers et soldats qui se sont le plus distingués.

L'accusation d'avoir enlevé les fonds de la banque, isolée de toutes les circonstances qui ont nécessité cette mesure, et sans rappeler les formes observées dans la saisie, et les pièces qui constatent la régularité de l'emploi des fonds, pré-

sente, au premier aperçu, l'idée d'un acte de violence que rien ne pourrait légitimer ; mais l'homme impartial, le juge sévère et éclairé examine les faits, en pèse les circonstances, et tout en déplorant les maux que la guerre occasionne, ne voit plus qu'un mal nécessaire dans l'exécution d'une grande mesure autorisée par les lois de la guerre, consacrée par l'exemple, et commandée par la plus impérieuse de toutes les lois, celle de la nécessité. Cette accusation, Sire, en ce qui peut regarder mes intérêts personnels, ne saurait m'atteindre : mon caractère est trop connu en France et dans les pays où le sort des armées françaises m'a conduit, pour que mes ennemis, même les plus acharnés, aient jamais osé élever des soupçons sur ma moralité. Cette accusation ne peut donc porter que sur les motifs d'une pareille détermination, sur les formalités observées dans la saisie des fonds, et enfin sur la destination qui leur a été donnée.

Dès le mois de septembre 1813, M. le comte de Chaban, intendant général des finances, me fit connaître les difficultés qui se présentaient pour faire face aux dépenses et assurer le service pour le mois d'octobre et la fin de 1813.

Le 15 du même mois, il m'adressa un nouveau rapport appuyé d'un nouveau budget pour me

faire sentir l'absolue nécessité de trouver un moyen de subvenir aux dépenses de ce trimestre et du trimestre prochain 1814; il me faisait observer qu'arrivé à la fin du mois d'octobre il ne garantissait plus rien, et qu'il devait déclarer que pour les vivres, l'artillerie et le génie, il n'aurait aucuns fonds à faire.

Sur la contribution de guerre de 48 millions, il n'était encore rentré que 10 millions qui avaient été envoyés à Dresde pour le service de la Grande Armée; le 13<sup>e</sup> corps ne pouvait donc rien tirer de cette contribution dont le versement, d'ailleurs, devenait presque impossible par la fuite des habitants les plus imposés.

Je voulus d'abord, pour subvenir aux besoins, faire usage des pouvoirs que l'Empereur m'avait donnés, et conformément à ses ordres du 17 juin, j'imposai des centimes additionnels sur les trois départements de la trente-deuxième division militaire; mais j'appris bientôt que les rentrées étaient nulles, que notre position devenait tous les jours plus difficile, et que le ministre du Trésor, en ordonnant aux receveurs d'envoyer tous leurs fonds à Wesel, nous jetait dans de nouveaux embarras, et nous livrait à nos propres moyens.

M. le comte de Chaban, qui m'adressa à cette époque la situation des caisses que je lui avais

demandée, pour juger par moi-même de notre position, me fit remarquer qu'il ne savait plus comment faire face aux dépenses : qu'il avait épuisé toutes les ressources, emprunté même sur toutes les caisses particulières des douanes et des droits réunis ; que tous les services étaient en souffrance, et que tout n'allait plus que par une espèce de magie.

Je répondis à M. le comte de Chaban que l'intérêt de l'armée, au moment où nous étions entièrement séparés de la France et de l'empereur Napoléon, exigeait de promptes mesures ; que, dans la crise où nous nous trouvions, nous serions coupables si, dans une ville comme Hambourg, le manque de fonds entravait le service, lorsque la banque offrait de grandes ressources et le seul moyen possible de sauver l'armée.

Le décret du 16 juin et la lettre explicative avaient fixé le mode de paiement de la contribution de guerre de la manière suivante :

30 millions en argent comptant ;

10 millions en bons de la ville de Hambourg ;

Et 10 millions en denrées et fournitures de toutes espèces.

Sur les 30 millions argent comptant, 10 millions devaient être envoyés à Dresde<sup>1</sup> pour le paie-

1. On a vu plus haut que ces 10 millions avaient été envoyés à Dresde.

ment de la Grande Armée, et 20 millions devaient être payés en traites sur la banque de Hambourg, payables à raison de 2 millions par mois, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1813 jusqu'au 10 août 1814. Ces traites pouvaient être considérées comme assignées sur la banque de Hambourg.

Mais cette mesure extrême devait être justifiée par une absolue nécessité, et, avant de l'ordonner, j'invitai M. le comte de Chaban à me présenter le tableau de nos dépenses et de nos besoins. Sur le rapport de M. le comte de Chaban que je constatai par mon arrêté du 13 décembre, les sommes dues pour les dépenses arriérées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1813, et celles qui étaient nécessaires pour le mois de novembre courant s'élevaient à 12,542,664 fr. 80 c. L'énormité de cette somme et la nécessité de pourvoir pour l'avenir aux dépenses de l'artillerie et du génie, des approvisionnements et des hôpitaux, ne me permirent plus de balancer sur le parti que je devais prendre, et mon arrêté du 2 novembre décida que la banque serait séquestrée, en déduction des 48 millions dus par la ville. J'essayai encore de détourner ce malheur en faisant prévenir le commerce, par la commission désignée pour apposer les scellés sur la banque, que je renoncerais à ce rigoureux expédient, si les négociants de Hambourg voulaient s'engager à

fournir les fonds nécessaires aux dépenses de l'armée, mois par mois.

M. le comte de Chaban et M. le général comte de Hogendorp, qui faisaient partie de la commission, m'annoncèrent, après cinq jours de délai, que le commerce persistait à ne prendre aucun engagement, et qu'il n'y avait plus d'autres moyens que de s'emparer de la banque.

C'est ainsi que, après avoir épuisé toutes les ressources, fait toutes espèces de tentatives, donné au commerce la possibilité de conserver la banque, la nécessité la plus absolue et la mieux constatée me fit un devoir de m'emparer de ce dépôt ; quitte au commerce à s'imposer lui-même au prorata de leurs cotes dans l'imposition de guerre, pour reconstituer la banque. Je n'avais aucun moyen pour obtenir d'eux ce que la confiance et leur propre intérêt leur eût rendu facile. Je rendis compte à mon Gouvernement de cette mesure et des motifs qui l'avaient nécessitée. La commission qui a opéré la saisie de la banque était composée d'hommes dont le rang et la probité offraient la plus grande garantie ; elle constata par un procès-verbal très régulier la situation de la banque, la nature des fonds qui s'y trouvaient, et conserva avec soin les registres de cette administration.

Les fonds qui provenaient de la banque ont été employés au service des hôpitaux, à la subsistance et à la solde des troupes et des administrations françaises, civiles et militaires, ainsi qu'à la continuation des travaux de l'artillerie et du génie : travaux qui ont conservé à la patrie vingt-cinq mille hommes.

Pour régulariser l'emploi de ces fonds, j'ordonnai que l'on observât, sous la direction de M. le comte de Chaban, toutes les formes suivies par l'administration du Trésor, en me réservant d'ouvrir les crédits d'après les demandes qui me seraient faites. Tous les paiements qui ont été faits à Hambourg peuvent être considérés comme effectués au nom du Gouvernement et c'est à la commission des finances, qui a remplacé M. le comte de Chaban, à justifier de l'emploi des sommes et valeurs saisies dans la banque.

Des mesures furent prises pour convertir les lingots en monnaie du pays ; la plus grande intelligence, la probité la plus sévère, ont dirigé cette opération. La commission pourra, aussitôt que Votre Majesté l'ordonnera, rendre un compte détaillé de son administration.

Lorsque j'ai été forcé de m'emparer des fonds de la banque de Hambourg, il était dû, novembre compris, plus de 12 millions ; et, lorsque j'ai été

remplacé dans mon commandement par le général de division comte Gérard, une partie de l'arriéré avait été payée; j'avais fait face à toutes les dépenses de l'artillerie et du génie; la solde était alignée jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1814, et je laissais dans les caisses de l'armée, 1,718,254 fr. 93 c. qui ont continué à recevoir la même destination.

Cet aperçu donnera à Votre Majesté une idée de l'économie qui a présidé à l'emploi des 13 millions environ qui ont été trouvés à la banque, déduction faite des sommes qui appartenaient au roi de Danemarck et à des établissements de bienfaisance de la ville de Hambourg, qui leur ont été remises pour le compte de la banque, en vertu de mes ordres.

J'arrive, Sire, à l'inculpation sur laquelle mes ennemis veulent diriger plus particulièrement l'attention de Votre Majesté, celle d'avoir fait tirer sur le drapeau blanc, après avoir eu la connaissance certaine de la déchéance de l'empereur Napoléon et du rétablissement du trône des Bourbons. Une seule goutte de sang français répandue, avec la certitude qu'un changement en France la rendait inutile au bien de l'État, serait sans doute un crime dont l'idée seule me révolte.

Loin d'avoir eu à cette époque la connaissance certaine des événements survenus en France, je

n'ai reçu les ordres que le Gouvernement m'a transmis par le général de division Fouché que huit jours après mon adhésion : Votre Majesté verra que c'est sur une lettre de ma famille, et à la lecture des journaux qui y étaient joints, que l'adhésion du corps d'armée a été faite.

Mon ordre du jour, en date du 29 avril, qui annonce à l'armée le vœu de la France ; l'acte d'adhésion du même jour qui a été déposé au pied du trône par M. le général Delcambre, le 7 mai, et l'arrivée du général Fouché à Hambourg, le 5 mai, sont des preuves irrécusables.

Cependant, je ne me bornerai pas à ces seuls faits, et j'ajouterai, pour dernière preuve, copie de la correspondance qui a eu lieu avec le général ennemi. C'est par la suite et la liaison des événements que Votre Majesté pourra juger de ma conduite, et reconnaître, j'ose le dire, la sagesse et les sentiments d'honneur qui l'ont dirigée.

Il est nécessaire ici de reprendre les choses de plus haut.

Je sentais bien que le but que j'avais à remplir devait se borner à maintenir devant Hambourg une forte armée de blocus ; et que, dans la position où je me trouvais, toute sortie m'eût été plus funeste qu'à l'ennemi, qui pouvait facilement réparer ses pertes. Je me tins pendant l'hiver sur la

défensive et je dédaignai de profiter de tout avantage, qui, dans l'éloignement où je me trouvais de la France, n'aurait eu pour résultat qu'une gloire inutile. Ce ne fut que dans les derniers jours de mars que le manque de fourrages et le désir de conserver à la France une artillerie et une cavalerie superbes me décidèrent à tenter une expédition du côté de Haarbours.

La garnison de Hambourg avait été tellement affaiblie par les maladies et les fatigues, que plus de la moitié de l'armée était dans les hôpitaux ou en convalescence ; le développement du système de défense sur la rive droite était tel que, en n'y laissant que le monde indispensable, je ne pus disposer que de deux mille hommes d'infanterie et douze cents chevaux pour l'expédition projetée.

Après quelques combats où nous eûmes l'avantage, je fis enlever dans un rayon de trois lieues des fourrages suffisants pour nourrir tous les chevaux jusqu'à la récolte.

Sur ces entrefaites, l'ennemi, informé des grands événements qui se passaient en France, renouvela avec plus de suite et par de nouveaux moyens de séduction cette guerre sourde de fausses nouvelles et de bulletins mensongers, qu'il faisait circuler à nos avant-postes et introduisait dans la ville. C'est par ce moyen, et à la faveur de la cocarde de la

maison d'Orange qu'il parvint à mettre la désertion parmi les Hollandais, et détermina neuf officiers de cette nation à abandonner leurs drapeaux le même jour et ensemble ; je prescrivis alors à tous les commandants des ouvrages avancés de se tenir en garde contre les ruses de l'ennemi, et je donnai l'ordre de tirer à l'avenir sur tous ceux qui dépasseraient la ligne des avant-postes, sous quelque prétexte que ce fût, à moins qu'ils ne se présentassent avec les formes usitées pour les parlementaires.

Le 15 avril, M. Aubert, lieutenant-colonel danois, par l'entremise duquel avait eu lieu le peu de communications qui ont existé entre le général ennemi et moi, me fit prévenir qu'il avait à me remettre une lettre de M. le général comte Beningсен, qu'il était muni de pleins pouvoirs pour conclure un armistice, et qu'il demandait à être entendu sur l'objet de sa mission.

Comme il n'était pas question d'opérations militaires et que l'ouverture du colonel Aubert paraissait faire croire à un rapprochement entre les troupes françaises et alliées en France, je m'imposai dès ce moment l'obligation de réunir les généraux de division et le chef d'état-major de l'armée, autant pour m'éclairer de leurs avis dans la circonstance délicate dans laquelle il paraissait

que nous allions nous trouver, que pour donner plus d'authenticité aux correspondances qui auraient lieu et de garantie au parti que nous devions prendre : j'acceptai la lettre qu'il m'avait annoncée.

La lettre par laquelle le général Beningsen m'annonçait que le Sénat avait reconnu la dynastie des Bourbons et me demandait de lui faire connaître mes dispositions, en me promettant de la modération et de l'humanité, n'était basée que sur des pièces qui n'étaient pas officielles, même pour lui, puisqu'elles ne lui étaient pas transmises par des généraux russes ou alliés, qu'elles étaient seulement de ces feuilles volantes et anonymes imprimées à la hâte sans date, sans aucun caractère d'authenticité, et de l'espèce de celles dont l'ennemi nous avait inondé tout l'hiver, et dont nous avons si souvent reconnu la fausseté.

Comme elles annonçaient aussi de grands avantages remportés par les puissances alliées, et la prise de Paris, je répondis au général comte Beningsen que la lecture des pièces, qu'il nous avait adressées comme étant officielles, ne nous avait offert aucun caractère d'authenticité, et que, au surplus, un homme d'honneur ne se pouvait croire délié de son serment par la seule raison que son souverain aurait éprouvé des revers. Toutefois, ne

voulant rien négliger pour nous instruire du véritable état des choses, il fut convenu que M. le général Loison, le plus ancien des généraux de division et le chef d'état-major de l'armée, M. le général César de la Ville, se rendraient à la conférence que M. le colonel Aubert avait sollicitée.

Il y fut question d'envoyer un officier en France pour s'assurer de la vérité, attendu que M. le colonel Aubert convenait n'avoir aucuns renseignements plus positifs que les pièces qui nous avaient été transmises, et qui, de son propre aveu, n'avaient pas un tel caractère d'authenticité qu'elles dussent servir de règle de conduite à des gens d'honneur. Ces généraux, d'après mes instructions, établirent en principe, que dans le cas d'abdication de l'empereur, ou de la déchéance légale, l'armée reconnaissait le nouveau Gouvernement, et que l'officier envoyé en France prendrait les ordres de l'autorité supérieure. Dans cette conférence il ne fut question, en aucune manière, de ce qui regardait le sort de la place. Ce fut donc à notre grande surprise que M. Aubert nous annonça le lendemain que le général comte Beningsen demandait une nouvelle conférence, et voulait nous imposer des conditions avant de consentir au départ de l'officier français. Cette conduite étrange ne fit qu'accroître nos soupçons; car, si le général Beningsen

était aussi convaincu qu'il affectait de le paraître de la vérité des nouvelles dont il nous avait donné communication, nous ne pouvions imaginer qu'il eût quelque intérêt à retarder le moment où nous n'en douterions plus nous-mêmes.

La lettre de M. Aubert qui nous parlait de l'ultimatum des conditions sur lesquelles pouvait être basée la reddition de Hambourg, quoiqu'il n'en eût pas été question dans les conférences avec les généraux Loison et de la Ville, devait nous faire craindre qu'on ne profitât de ces premières communications pour donner à notre conduite l'apparence d'une capitulation demandée. Cette idée, qui blessait notre honneur, augmenta notre défiance et nous porta à attendre des nouvelles officielles de notre Gouvernement, bien persuadés que, si un pareil changement avait réellement eu lieu, on n'eût rien négligé pour nous en donner la connaissance certaine. L'ennemi alors, en nous présentant des drapeaux blancs, renouvela ses attaques, insulta nos avant-postes, et les força même quelquefois à se replier; peu de jours après, il tenta de surprendre Haarbouurg par une attaque combinée de chaloupes canonnières et de colonnes d'infanterie sur la digue. Nous repoussâmes la force par la force; nous tirâmes sur un ennemi qui poursuivait la guerre, au moment même où il

déployait des drapeaux en signe de paix ; et voilà sans doute sur quelle base on a établi cette injuste accusation, que j'ai fait tirer sur le drapeau blanc avec la connaissance certaine du rétablissement du trône des Bourbons. J'en appelle à l'honneur de l'ennemi ; ses troupes n'étaient-elles pas massées derrière les drapeaux qu'il nous présentait ? Et d'ailleurs, je le demande, quelle utilité pour nous de tirer sur ces signes de paix, si nous n'eussions eu en vue de repousser un agresseur qui, sous couleur d'amitié, voulait désorganiser l'armée et tenter quelque surprise ? J'ose donc le déclarer, Sire, tout homme de cœur et de sens, dans de telles conjonctures, se fût conduit comme je l'ai fait.

S'il restait encore des doutes à cet égard dans l'esprit de Votre Majesté, il me serait facile de les détruire en rappelant ce fait incontestable que, par suite de ma propre conviction, sans avoir reçu d'ordres de mon Gouvernement, et sans y être forcé par l'ennemi, j'ai fait arborer ce même drapeau blanc sur les tours de Hambourg, sept jours avant l'arrivée du commissaire de Votre Majesté.

Le commandant des avant-postes me fit passer, le 20 avril, une lettre du président d'Altona, qui lui annonçait que deux officiers russes, porteurs de dépêches du gouvernement français, demandaient à entrer à Hambourg.



était aussi convaincu qu'il affectait de le paraître de la vérité des nouvelles dont il nous avait donné communication, nous ne pouvions imaginer qu'il eût quelque intérêt à retarder le moment où nous n'en douterions plus nous-mêmes.

La lettre de M. Aubert qui nous parlait de l'ultimatum des conditions sur lesquelles pouvait être basée la reddition de Hambourg, quoiqu'il n'en eût pas été question dans les conférences avec les généraux Loison et de la Ville, devait nous faire craindre qu'on ne profitât de ces premières communications pour donner à notre conduite l'apparence d'une capitulation demandée. Cette idée, qui blessait notre honneur, augmenta notre défiance et nous porta à attendre des nouvelles officielles de notre Gouvernement, bien persuadés que, si un pareil changement avait réellement eu lieu, on n'eût rien négligé pour nous en donner la connaissance certaine. L'ennemi alors, en nous présentant des drapeaux blancs, renouvela ses attaques, insulta nos avant-postes, et les força même quelquefois à se replier; peu de jours après, il tenta de surprendre Haarboug par une attaque combinée de chaloupes canonnières et de colonnes d'infanterie sur la digue. Nous repoussâmes la force par la force; nous tirâmes sur un ennemi qui poursuivait la guerre, au moment même où il

déployait des drapeaux en signe de paix ; et voilà sans doute sur quelle base on a établi cette injuste accusation, que j'ai fait tirer sur le drapeau blanc avec la connaissance certaine du rétablissement du trône des Bourbons. J'en appelle à l'honneur de l'ennemi ; ses troupes n'étaient-elles pas massées derrière les drapeaux qu'il nous présentait ? Et d'ailleurs, je le demande, quelle utilité pour nous de tirer sur ces signes de paix, si nous n'eussions eu en vue de repousser un agresseur qui, sous couleur d'amitié, voulait désorganiser l'armée et tenter quelque surprise ? J'ose donc le déclarer, Sire, tout homme de cœur et de sens, dans de telles conjonctures, se fût conduit comme je l'ai fait.

S'il restait encore des doutes à cet égard dans l'esprit de Votre Majesté, il me serait facile de les détruire en rappelant ce fait incontestable que, par suite de ma propre conviction, sans avoir reçu d'ordres de mon Gouvernement, et sans y être forcé par l'ennemi, j'ai fait arborer ce même drapeau blanc sur les tours de Hambourg, sept jours avant l'arrivée du commissaire de Votre Majesté.

Le commandant des avant-postes me fit passer, le 20 avril, une lettre du président d'Altona, qui lui annonçait que deux officiers russes, porteurs de dépêches du gouvernement français, demandaient à entrer à Hambourg.



Il est si peu d'usage à la guerre de recevoir, par le moyen de l'ennemi, des ordres du gouvernement dont on défend les intérêts, que je fis répondre à M. de Blucher par le commandant des avant-postes que l'empereur, dont j'ignorais la déchéance, n'avait pas l'habitude de communiquer avec ses généraux par l'entremise de l'ennemi.

Pour détruire cette objection, M. le colonel Aubert me fit passer une lettre adressée au comte Beningsen, par le chef d'état-major de l'empereur de Russie qui lui annonçait l'abdication de l'empereur Napoléon.

Je consentis, pour me prêter à tout ce que l'honneur et mes devoirs ne me défendaient pas, à recevoir cette lettre du gouvernement français ; elle fut ouverte et lue en présence des généraux de division et du chef de l'état-major de l'armée ; elle était ainsi conçue, et les journaux qui m'y étaient annoncés n'allèrent que jusqu'à la date du 5 avril inclusivement.

« Monsieur le Maréchal,

« Le gouvernement provisoire vous envoie la relation la plus fidèle des événements qui se sont passés depuis plusieurs jours, car maintenant la vérité est le seul langage que l'autorité ait besoin

d'employer; vous verrez, Monsieur le Maréchal, combien d'hommes considérables dans l'armée ont réuni leurs efforts à la cause pure et glorieuse à laquelle nous nous dévouons : le maréchal Marmont dans l'armée; au Sénat, les maréchaux Kellermann et Serrurier; les généraux Legrand, Dupont, Dessoles, Nansouty, etc., etc., ont devancé les autres comme étant plus près des événements; mais votre gloire, Monsieur le Maréchal, votre amour pour la patrie, votre généreuse ardeur pour le repos de la France, nous répondent de vos sentiments : en nous les faisant connaître et vous réunissant à nous, vous procurerez au Gouvernement une joie qui sera sentie par tous les bons Français.

« Recevez, Monsieur le Maréchal, les assurances de notre haute considération.

*Signé* : Le Prince DE BÉNÉVENT, François JAUCOURT, l'abbé DE MONTESQUIOU, le duc D'ALBERG, le général BEURNONVILLE.

« Par le Gouvernement provisoire,

*Signé* : DUPONT, de Nemours,  
« Secrétaire général. »

Paris, le 5 avril 1814.

Cette lettre, comme l'on voit, ne parle point du

Il est si peu d'usage à la guerre de recevoir, par le moyen de l'ennemi, des ordres du gouvernement dont on défend les intérêts, que je fis répondre à M. de Blucher par le commandant des avant-postes que l'empereur, dont j'ignorais la déchéance, n'avait pas l'habitude de communiquer avec ses généraux par l'entremise de l'ennemi.

Pour détruire cette objection, M. le colonel Aubert me fit passer une lettre adressée au comte Beningsen, par le chef d'état-major de l'empereur de Russie qui lui annonçait l'abdication de l'empereur Napoléon.

Je consentis, pour me prêter à tout ce que l'honneur et mes devoirs ne me défendaient pas, à recevoir cette lettre du gouvernement français ; elle fut ouverte et lue en présence des généraux de division et du chef de l'état-major de l'armée ; elle était ainsi conçue, et les journaux qui m'y étaient annoncés n'allaient que jusqu'à la date du 5 avril inclusivement.

« Monsieur le Maréchal,

« Le gouvernement provisoire vous envoie la relation la plus fidèle des événements qui se sont passés depuis plusieurs jours, car maintenant la vérité est le seul langage que l'autorité ait besoin

d'employer ; vous verrez, Monsieur le Maréchal, combien d'hommes considérables dans l'armée ont réuni leurs efforts à la cause pure et glorieuse à laquelle nous nous dévouons : le maréchal Marmont dans l'armée ; au Sénat, les maréchaux Kellermann et Serrurier ; les généraux Legrand, Dupont, Dessoles, Nansouty, etc., etc., ont devancé les autres comme étant plus près des événements ; mais votre gloire, Monsieur le Maréchal, votre amour pour la patrie, votre généreuse ardeur pour le repos de la France, nous répondent de vos sentiments : en nous les faisant connaître et vous réunissant à nous, vous procurerez au Gouvernement une joie qui sera sentie par tous les bons Français.

« Recevez, Monsieur le Maréchal, les assurances de notre haute considération.

*Signé* : Le Prince DE BÉNÉVENT, François JAUCOURT, l'abbé DE MONTESQUIOU, le duc D'ALBERG, le général BEURNONVILLE.

« Par le Gouvernement provisoire,

*Signé* : DUPONT, de Nemours,  
« Secrétaire général. »

Paris, le 5 avril 1814.

Cette lettre, comme l'on voit, ne parle point du

rétablissement de la famille des Bourbons, et les *Moniteurs* qui l'accompagnaient ne pouvaient pas même le faire préjuger, puisqu'ils annonçaient seulement que le 1<sup>er</sup> avril, le Sénat avait créé un gouvernement provisoire; que le 3 avril, il avait déclaré la déchéance de Napoléon et délié le peuple et l'armée du serment de fidélité envers lui; bien plus, il y était dit que, un journal ayant invité à se faire inscrire pour entrer dans la garde royale, le gouvernement provisoire avait déclaré qu'il ne reconnaissait d'autre garde que la garde nationale. Enfin, on y affirmait qu'une proclamation qui avait pour titre : « Louis XVIII aux Français », n'avait aucun caractère d'authenticité. Nous apportâmes dans l'examen des lettres et des journaux la plus scrupuleuse attention. Loin de la patrie, et recevant par la voie des Russes l'invitation d'un gouvernement établi dans une ville occupée par les armées des puissances confédérées avec lesquelles il n'existait encore aucun traité, nous avons dû avoir des craintes sur la liberté de ses déterminations. Pouvions-nous prévoir que, au moment où la France commençait à jouir de la paix, on abandonnerait vingt-cinq mille Français aux hasards de la guerre, et que, connaissant la sévérité de nos règlements sur la défense des places, on n'emploierait pas tous les

moyens propres à ne me laisser aucuns doutes. Ma réponse du 22 à M. le comte de Beningsen est la conséquence de ces considérations : je persistai à demander itérativement l'envoi d'un officier, pour s'assurer de l'abdication de l'empereur, et prêter serment de fidélité au gouvernement qui aurait été légalement institué.

Mais M. le colonel Aubert m'annonça que le général Beningsen ne m'accorderait de passeport pour l'officier que je voulais envoyer en France qu'après une nouvelle entrevue des généraux russes et français, et la remise de tous les prisonniers faits à l'armée de blocus. Dans la conférence qui eut lieu le 25, il fut convenu entre autres articles qu'on accorderait des passeports au général qui serait désigné, et qu'il se mettrait en route le lendemain.

Je demandai le 26 que le passeport pour le général Delcambre, qui avait été choisi pour aller à Paris, me fût envoyé sans délai, et que, pour éviter toute fausse interprétation et toute discussion, on mit par écrit les arrangements verbaux qui auraient été conclus en mon nom.

Je fis connaître à l'armée, par l'ordre du jour du 26 avril, la mission du général Delcambre. Le général Oppermann, chef d'état-major de l'armée russe, au lieu d'envoyer simplement les passe-

ports, ainsi que cela avait été convenu, soumit d'abord à mon approbation un projet d'arrangement dans lequel les conditions arrêtées verbalement le matin étaient dénaturées; on n'y parlait pas de nous rendre nos prisonniers, quoique le général Lallemand, qui avait suivi le sort des Danois, avec quelques troupes appartenant au 13<sup>e</sup> corps, eût été retenu dans le Holstein: on y mettait une condition injuste, l'occupation par les troupes russes de la ville d'Altona. Cette dernière condition, qui aurait donné à l'ennemi la facilité de réunir dans cette ville et d'y tenir cachée à portée de canon de Hambourg une grande partie de son armée, était trop contraire aux intérêts de la place et trop humiliante pour l'armée qui l'aurait cédée sans combattre, pour n'être pas refusée d'une voix unanime. L'attaque que l'ennemi a faite le lendemain sur Haarboug avec ses chaloupes canonnières et l'infanterie qui les soutenait a prouvé comme il est dangereux à la guerre de ne pas marcher avec circonspection, et de s'en reposer sur les assurances de l'ennemi, puisque, au mépris des arrangements qui se traitaient, il commettait des actes d'hostilité.

La modération que j'avais prise pour base de ma conduite me décida à me borner, pour toute réponse, à envoyer au comte Beningsen un

nouveau projet basé sur ce qui avait été positivement convenu dans la conférence avec le général Oppermann. Je faisais connaître en outre que, dans le cas même où cet arrangement ne serait pas approuvé, je persistais à demander des passeports pour M. le général Delcambre.

Je reçus enfin l'avis, au milieu des contrariétés sans cesse renouvelées pour empêcher le départ de cet officier général, que M. Davout, mon parent, était arrivé à Altona, et qu'il était porteur de lettres importantes de ma famille et de journaux français.

L'ennemi profita de la juste impatience que nous éprouvions de recevoir des nouvelles positives, pour obtenir comme faveur particulière et comme condition expresse à l'arrivée de mon parent, que le général en chef pût établir son quartier général à Altona, avec un seul bataillon pour sa garde; cette demande fut accordée.

M. Davout entra à Hambourg le 28 avril dans la nuit, et le lendemain 29 l'armée jura fidélité et obéissance à la dynastie des Bourbons, arbora le pavillon blanc et prit la cocarde blanche, en vertu de l'ordre du jour.

Le lendemain, le général Delcambre, porteur de notre adresse à Votre Majesté, des actes d'adhé-

sion de tous les corps et des administrations militaires et civiles et d'une lettre particulière de moi à Son Altesse Monsieur, comte d'Artois, se mit en marche pour Paris.

Sire, Votre Majesté a pu juger, par cet exposé de ma conduite, que je ne me suis jamais écarté de la ligne qui m'était tracée par mes instructions, mes devoirs et les lois impérieuses de la guerre.

Depuis mon retour à Hambourg jusqu'à l'époque où j'ai cessé d'être en communication avec l'empereur, les contributions de toute espèce, les charges, les réquisitions en nature qui ont pesé sur la trente-deuxième division militaire, ont été imposées en vertu d'ordres que j'ai mis sous les yeux de Votre Majesté.

Lorsque j'ai été livré à moi-même, j'ai suivi les instructions qui m'avaient été données, et j'ai fait tout ce que me dictait l'intérêt de l'armée. L'empereur m'avait ordonné de faire de Hambourg une place forte ; j'ai exécuté ses ordres et j'ai retardé, autant que les circonstances me l'ont permis, la démolition des maisons dont la proximité était contraire au système de défense ; mais, aussitôt que la marche des événements a décidé du sort de Hambourg, j'ai été sourd à toute considération qui m'aurait éloigné du but que je devais atteindre :

les maisons, les faubourgs qui nuisaient à la sécurité des ouvrages ont été détruits.

C'est en cédant à d'autres sentiments qu'un militaire compromet l'honneur des armes, et trahit les intérêts de l'État ! Si j'avais besoin de justifier ma conduite par des exemples, combien l'histoire de tous les temps ne m'en fournirait-elle pas !

L'enlèvement de la banque, qui a offert à la haine un si vaste sujet de calomnie, ne peut devenir le motif d'une accusation légitime, puisqu'il est évident que c'était l'unique moyen de sauver l'armée, et que, d'ailleurs, j'ai fait tout ce qui a été en mon pouvoir pour conserver à Hambourg cette garantie de son commerce.

L'inculpation d'avoir fait tirer sur le drapeau blanc, avec la connaissance certaine du rétablissement des Bourbons, tombe d'elle-même au simple examen de ma conduite. Responsable envers mon pays d'une démarche qui aurait terni l'honneur des armes que le 13<sup>e</sup> corps avait si vaillamment soutenu, j'ai dû apporter dans toutes mes démarches cet esprit de circonspection qui rejette comme faux, et regarde comme moyen de séduction, tout ce que l'ennemi nous présente. C'est par suite de ces principes que les commandants ne

places défendues par les troupes françaises ont résisté aux insinuations de l'ennemi et ont conservé l'honneur français intact dans les plus grands revers.

J'espère que Votre Majesté sera maintenant convaincue de la fausseté des inculpations qui m'ont été faites, et qu'elle rendra justice à la sagesse et à l'intégrité de ma conduite dans les circonstances difficiles où je me suis trouvé.

Il est temps que la vérité soit connue, et que la France, dont on m'accuse d'avoir trahi les intérêts en rendant odieux le nom français, juge si l'accusation est fondée.

Je prie, en conséquence, Votre Majesté d'ordonner que ma conduite soit examinée par une commission d'enquête. Cette éclatante justice est due au corps des maréchaux, dont j'ai l'honneur de faire partie.

La publicité donnée à toutes les accusations qui me sont faites ne me permet pas de différer plus longtemps l'impression de ce mémoire ; l'armée attend que je la justifie de l'estime qu'elle a toujours montrée pour moi.

Sire, je termine ce mémoire en réitérant à Votre Majesté ce que j'ai déjà eu l'honneur de Lui dire dans ma lettre du 19 juin, que je n'ai jamais re-

cherché ni la fortune, ni les commandements, ne voyant dans les emplois que des devoirs difficiles et souvent pénibles à remplir. La gloire et le bonheur de la France ont été et seront toujours mon premier besoin, et Votre Majesté trouvera toujours en moi un sujet fidèle, animé de l'amour de ses devoirs, et rempli de confiance dans sa justice éclairée.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect,

Sire,

De Votre Majesté,

Le très humble et très obéissant  
serviteur et sujet,

Le maréchal duc D'AUERSTAEDT,  
prince D'ECKMÜHL.

---



Le général César de la Ville, chef d'état-major du maréchal Davout à Hambourg, a fait de ce siège mémorable une relation qui a déjà été publiée. — Nous croyons devoir la reproduire ici avec cartes à l'appui pour l'intelligence des faits de guerre que le Maréchal n'a fait qu'indiquer très sommairement.

. . . . .  
et le 15 août 1813 on se trouva dans la position suivante :

La ville de Hambourg était à peu près en état de défense ; l'enceinte principale était relevée, et les remparts garnis d'artillerie ; on travaillait avec la plus grande activité à tous les immenses ouvrages entrepris par le génie militaire et les ponts et chaussées, pour tout le système de défense de Hambourg, Haarbourg, leurs communications et les postes en dépendant ; on travaillait sans relâche dans les arsenaux de terre et de marine ; l'approvisionnement de la ville se complétait pour une garnison de 8,000 hommes ; Stade, Bremen, Lubeck, Travemünde, Cuxhaven et tous les postes, forts et batteries du Weser, de la Jahde et des côtes, avaient été réparés, armés, approvisionnés et mis à l'abri d'un coup de main.

Les autorités civiles et militaires de Hambourg, tout le monde était à son poste.

Les généraux et officiers manquant dans le corps d'armée étaient arrivés, et les régiments réunis ; on avait

désarmé les habitants, établi une bonne police et organisé la confection des habillements et équipements, le service des vivres de manière à avoir des farines ou du biscuit pour un mois, pour toute l'armée, et à moins de grands désastres dans l'armée principale, on pourrait être sans inquiétude sur la 32<sup>e</sup> division militaire, le Weser et la Hollande.

Le maréchal avait réuni en avant de Hambourg tout ce qu'il y avait de disponible dans le 13<sup>e</sup> corps. L'effectif de l'armée, les Danois compris, se montait à 43,000 hommes. On laissa 8,000 hommes à Hambourg et à Haarboug, 3,000 hommes dans le reste de la 32<sup>e</sup> division militaire, et 5,000 hommes aux hôpitaux ; ainsi nous entrâmes en campagne avec 27,000 hommes.

Le général Thiebault, commandant la 40<sup>e</sup> division, avait quitté Lubeck et son territoire, et s'était concentré à Oldesloe.

Le général Loison, avec la 3<sup>e</sup> division, était à Berge-dorf et Hirschtberg.

Le général Vichery, avec la 50<sup>e</sup>, était campé à Schiffbeck.

Une colonne de 3,000 hommes aux ordres du général Pecheux, qui venait d'arriver à l'armée, tenait Lunebourg et Winsen, se liait avec nous par Artlenburg et surveillait par des petits postes tout le haut Elbe jusqu'à Bleckède.

Le prince Frédéric de Hesse, commandant le corps auxiliaire danois, était cantonné à Sick.

Le maréchal partit de Hambourg le 16 août et porta son quartier général à Hogendorf. Les opérations commencèrent le 17 ; on poussa deux reconnaissances, l'une au delà de la Bille, par Trittau, pour reconnaître les mouvements et la force de l'ennemi sur Schwartzembeck et Möllen, et

l'autre pour reconnaître tout le pays entre la Bille et la Stecknitz.

Les postes sur la rive gauche devaient veiller aux mouvements que cette reconnaissance devait occasionner dans les troupes qui occupaient Lauenbourg ; on occupait avec la cavalerie les routes de Lubeck et Ratzebourg ; le quartier général était à Witzhawen. Sur notre gauche on trouva l'ennemi à Trittau, et l'on prit position en face de lui. Sur notre droite le général Pecheux, qui avait réuni ses troupes, passé l'Elbe à Zollenspïcker, et était chargé de la reconnaissance sur ce point, trouva l'ennemi en avant de Lauenbourg, occupant un camp retranché sur les hauteurs de la Stecknitz, la gauche à l'Elbe et fortifié de quatre redoutes. Les bois coupés dans les forêts des environs indiquaient que les ouvrages étaient palissadés et piquetés.

Le 18 août, la 3<sup>e</sup> division du général Loison et la cavalerie légère du général Lallemand furent portées à Schwartzembeck ; la 40<sup>e</sup> division du général Thiebault se porta sur Grünow, avec la cavalerie du général Wattier.

Le corps danois resta en position à Sick.

Dans ces manœuvres nous eûmes de légers combats avec une égale perte des deux côtés ; la nôtre, plus exactement connue, se montait à 150 blessés ; les chefs furent contents de la manière dont nos jeunes soldats se comportaient au feu qu'ils voyaient pour la première fois.

Le maréchal s'était rendu auprès du général Pecheux pour reconnaître la position du camp retranché de l'ennemi. Il vit de l'hésitation dans les troupes qui défendaient les redoutes devant Lauenbourg et ordonna une attaque de nuit qui fut faite par un bataillon du 30<sup>e</sup> de ligne, diri-

gée par le capitaine d'Houdetot, l'un de ses aides de camp. Les redoutes furent enlevées à la baïonnette et sans tirer un coup de fusil ; l'ennemi s'enfuit en grande confusion, abandonnant son camp et la ville, et laissant entre nos mains 80 prisonniers, dont 5 officiers. Il prit position derrière la Stecknitz, dont il voulut brûler le pont ; mais nos voltigeurs arrivèrent assez à temps pour conserver ce passage au corps d'armée.

Le maréchal concentra en avant de Lauenbourg les troupes du général Pecheux, celles du général Thiebault, et la cavalerie du général Wattier.

De son côté, le général Loison avait chassé devant lui les troupes du général Tettenborn, au camp de Buchen sur la Stecknitz, et avait poussé à Schawaneide. Le corps danois le remplaça dans sa position de Schwartzembeck.

Le 20, on rencontra l'ennemi à quelques lieues en avant de Boitzenbourg : il fit sa retraite, et le général Thiebault, soutenu par la cavalerie du général Wattier, vint prendre position sur les hauteurs en avant de Schwartau ; il se liait avec le général Loison qui venait d'arriver à Greiss après un engagement de trois heures. On échangea quelques coups de canon dans cette position, et bientôt l'ennemi continua sa retraite, nous abandonnant quelques blessés et quelques prisonniers.

La petite colonne commandée par le général Gengoult, sur la rive gauche de l'Elbe, vint s'établir à Boitzenbourg et Lauenbourg, dans la position retranchée que l'ennemi avait la veille.

Le corps danois remplaçait le général Loison à Schawaneide.

Le maréchal établit son quartier général à Schwartau ;

un de ses aides de camp, le chef d'escadrons Hervo, fut blessé dans une reconnaissance de nuit.

Le lendemain 21, le corps d'armée continua son mouvement, et tandis que le général Loison, avec son infanterie et la cavalerie danoise, commandée par le général Lallemand, était aux prises avec l'ennemi et gagnait du terrain vers Kamin, position qui lui était indiquée, le maréchal se dirigeait sur Zarensdorf, avec l'infanterie du général Thiebault et 600 hommes de la cavalerie du général Wattier.

L'ennemi avait mis le feu au pont ; nos voltigeurs s'en emparèrent avec une grande résolution, et en un quart d'heure il fut rétabli. On marchait sur Marsow, une colonne de cavalerie ennemie nous flanquait sur notre droite ; en débouchant du village de Marsow, nous trouvâmes l'ennemi qui occupait une belle position et paraissait attendre le combat ; après quelques charges de cavalerie infructueuses que nos jeunes soldats repoussèrent avec intrépidité, et une canonnade de 12 ou 15 pièces, dont le feu fut bientôt éteint par une batterie de la 40<sup>e</sup> division, que le maréchal plaça fort à propos, l'ennemi se décida à la retraite ; il nous avait montré ce jour 4,000 chevaux, une vingtaine de pièces et de l'infanterie, dont nous ne pûmes évaluer le nombre, car elle ne prit point part au combat et se faisait voir dans l'éloignement. Le maréchal y perdit un de ses aides de camp, le lieutenant Gross, officier de la plus grande détermination et de valeur.

Le général Vichery et les pièces de 12 nous rejoignirent dans la nuit.

Le général Loison occupait Goldenbau, et les Danois Greiss.

Le 22, le corps d'armée se porta sur Wittenbourg, que l'ennemi avait abandonné.

Le 23, l'armée se mit en marche sur deux colonnes, vers Schwerin ; le corps danois vint à Wittenbourg et de là à Parum où il prit position.

L'ennemi ne se laissa pas voir dans cette marche ; nos convois avaient marché entre nous et le corps danois, et rien n'avait été compromis.

Le corps d'armée prit position à Schwerin.

Notre ligne de communication, qui jusqu'alors était par Lauenbourg, devenait beaucoup trop étendue ; elle était découverte sur son flanc et ne présentait aucun point pour la mettre à l'abri de la cavalerie légère de l'ennemi ; elle fut abandonnée.

Un corps suédois, commandé par le général Wegesack, fort de 8,000 hommes, 2,000 chevaux et 20 pièces de canon, se trouvait encore à Gadebusch pour se porter sur Lubeck. Notre position sur Schwerin isolait ce corps de ceux du général Tettenborn et du comte de Walmoden, qui s'étaient retirés sur Neustadt.

Le maréchal, après avoir établi le corps danois à Schwerin, la division Vichery en arrière de cette ville, et la division du général Thiebault sur la droite de toute cette position, se mit en marche vers Gadebusch avec l'infanterie du général Loison, la cavalerie légère danoise du général Lallemand et 600 cuirassiers du général Wattier.

Le corps suédois s'était retiré en toute hâte sur Bolitz ; on envoya à sa poursuite la division Loison et le général Lallemand qui occupèrent Wismar, poussant des avant-gardes jusqu'à Hohenfelde, sur la route de Rostock.

Le maréchal rentra à Schwerin et établit sa nouvelle

ligne de communication par Galebusch, Ratzebourg et Möllen.

Les 26 et 27, on fit de fortes reconnaissances sur Haguenuau, Wittenbourg et Criwitz, et l'on établit une ligne de communication entre le général Loison à Wismar et nous à Schwerin, par Zickhussen et Muhl-Eichlen.

Les rapports d'un mouvement de l'ennemi sur notre flanc droit, rapports faits par les prisonniers, les déserteurs et les paysans, engagèrent le maréchal à ne pas laisser s'éloigner autant le général Loison sur Rostock, avant de savoir où nous en étions du côté de Berlin. Nous n'avions aucune nouvelle du maréchal Oudinot, duc de Reggio, qui, dans le plan dont il est parlé plus haut, aurait dû se trouver le 20 ou le 21 à Berlin, s'il avait réussi.

Le mouvement du général Walmoden et celui des Suédois paraissaient avoir changé de caractère et indiquer que nous avions éprouvé un échec. On était instruit par le gouverneur de Magdebourg que le général Dombrowski n'avait pu déboucher de Wittenberg, et que le général Girard, qui s'était porté à Zizar, pour y profiter du succès du mouvement du duc de Reggio, avait été attaqué par des forces trois fois supérieures et avait été forcé, par la désertion des corps allemands qui formaient en grande partie ses troupes, de se replier sur Wittenberg.

Nous avons rempli et au delà les instructions que Napoléon avait données; les hostilités avaient recommencé le 17, et le 23 nous nous trouvions dans le cœur du Mecklembourg, occupant la division suédoise du général Wegesack, le corps du général Walmoden et les troupes du général Tettenborn, et nous étions en mesure de jouer le rôle auquel le 13<sup>e</sup> corps avait été destiné.

Le 1<sup>er</sup> septembre, le maréchal s'aperçut d'un grand mouvement très prononcé sur notre droite, et nous ne pûmes nous dissimuler plus longtemps que nous avions échoué sous Berlin. En effet, des lettres du gouverneur de Magdebourg firent connaître au maréchal que Napoléon avait rappelé à lui le corps du général Vandamme, et que le maréchal Oudinot duc de Reggio, avec son corps et celui du général Reynier, avait été forcé, après la perte de la bataille du 22, de se replier sur Treuenbitzen ; dès lors, toute coopération ultérieure avec les opérations de la Grande Armée nous était devenue impossible ; il fallait penser à la seconde destination du 13<sup>e</sup> corps, celle de couvrir Hambourg, le Holstein et la 32<sup>e</sup> division militaire.

La ligne de Schwerin était beaucoup trop étendue, puisqu'elle laissait découvert depuis la pointe du lac jusqu'à l'Elbe, que l'ennemi pouvait manœuvrer sur notre flanc droit sur dix lieues de terrain sans que nous pussions l'en empêcher et même nous en apercevoir, ayant peu de cavalerie légère. Cette position devenait mauvaise, puisqu'elle n'avait pas de sûreté en elle-même et qu'elle n'avait plus de but pour la coopération avec les mouvements des autres corps de l'armée française.

Le maréchal fit donc ses dispositions pour prendre une ligne plus rapprochée et plus forte, qui couvrit Hambourg et le Holstein. Cette ligne est celle de la Stecknitz, gardant Ratzebourg comme avant-garde, s'étendant à Lauenbourg sur l'Elbe par sa droite, et à Lubeck et Trawemünde par sa gauche. Tous les ordres furent expédiés, et le lendemain 2 septembre, l'armée fit son mouvement. Le général Lallemand fut laissé à Wismar, et le général

Delcambre à Schwerin, comme arrière-garde ; ils suivirent le lendemain notre mouvement.

La 3<sup>e</sup> division fut établie en avant de Ratzebourg, faisant face à Gadebusch ; le corps danois, sur le plateau, à droite du général Loison, faisant face à Wittenbourg ; le général Vichery, avec partie de la 40<sup>e</sup> division, à Möllen. Le général Delcambre fut chargé de la défense de Buchen, et le général Gengoult de celle de la Stecknitz, depuis Buchen jusqu'à Lauenbourg.

Le général Thiebault fut chargé de la défense de Lubeck ; il avait sous ses ordres le général Lallemand. Les troupes furent baraquées, on forma des camps réguliers, et l'on retrancha les diverses positions avec un grand soin.

Dans cette marche, l'ennemi nous attaqua du côté de Zarentin et de Buchen ; il éprouva quelque perte. Sur ce dernier point il avait déjà passé la Stecknitz et le général Vichery était arrivé assez à temps pour le repousser. Le maréchal fit une reconnaissance sur toute la ligne pour la rectifier et assurer lui-même tous les camps, postes et passages depuis Lubeck et Trawemünde jusqu'à l'Elbe ; il établit son quartier général à Ratzebourg.

L'ennemi prévenu à temps avait renoncé à son projet de couper notre communication sur Hambourg et s'était replié sur Wittenbourg. Le corps d'armée resta dans cette position sans faire aucun mouvement jusqu'au 13 septembre ; le maréchal avait été prévenu qu'un convoi considérable de poudre était parti le 10 de Hanovre se dirigeant par Minden sur Magdebourg, sous l'escorte du général Lemoine. Il jugea qu'il était de la plus haute importance pour la grande armée française de tâcher de faire diver-

sion aux partis ennemis qui avaient passé l'Elbe à Hitzacker, et qui paraissaient marcher sur ce convoi. Il fit courir le bruit dans tout le pays qu'une division du 13<sup>e</sup> corps allait se rendre à Magdebourg et ordonna de préparer partout des vivres. Pour accréditer ce bruit, il fit un détachement de 5 bataillons, quatre bouches à feu et quelque cavalerie légère ; il en donna le commandement au général Pecheux. Ce général avait pour instruction de passer l'Elbe, de se rendre à Lunebourg, et de là, à moins qu'il ne fût informé que l'ennemi eût passé l'Elbe à Domitz avec des forces majeures, il devait se placer entre Dahlenbourg et la forêt de Görde ; cette manœuvre était combinée avec le gouverneur de Magdebourg, qui devait porter des forces suffisantes sur Werben pour nettoyer toute la rive gauche de l'Elbe et rallier le grand convoi de poudre, qui, en effet, arriva à Magdebourg, le 16 septembre.

Le général Walmoden avait passé l'Elbe à Domitz, en grandes forces, le 15 et le 16, vers six heures du soir, et avait enveloppé le détachement français dans sa position. Le général Pecheux se battit avec un grand courage contre des forces quatre fois supérieures, surtout en cavalerie et en artillerie ; deux batteries de fusées à la Congrève, dont l'effet était tout à fait nouveau pour nos soldats, contribuèrent au désordre de cette affaire. Nous perdîmes mille hommes tués, blessés ou prisonniers et l'on se retira à Winsen et Zollenspicker. Le général Pecheux y laissa trois bataillons en position et vint prendre le commandement de Haarbourg et du camp retranché.

Après cet échec, l'ennemi pouvait à son gré parcourir tout le pays entre le Weser et l'Elbe et se porter sur Haarbourg ; le maréchal organisa une colonne mobile de 500

hommes et 2 pièces de canon, avec laquelle le major Hug fut chargé de protéger les convois de vivres, argent et effets qui nous arrivaient de Bremen et qu'on dirigeait par Stade.

D'un autre côté, pour donner des inquiétudes au corps ennemi qui aurait pu se porter sur Haarbours, le maréchal fit construire par le major du génie Vinache une forte tête de pont à Hope, sur la rive gauche de l'Elbe, et fit rétablir l'ancien fort.

Le corps d'armée occupait toujours la position sur la Stecknitz; le maréchal faisait de fréquentes reconnaissances, parcourait la ligne, et allait à Hambourg pour y presser les ouvrages et y faire rentrer des vivres, prévoyant qu'il ne recevrait d'ordres que lorsqu'il ne serait plus temps de les exécuter et qu'il serait forcé de défendre Hambourg.

Il avait trouvé les travaux du génie militaire prodigieusement avancés et avait fait pousser avec une ardeur nouvelle ceux du rétablissement de l'ancien fort carré du Steruschanz, sur le front d'Altona, et du camp retranché de Haarbours.

Le grand pont en bois était achevé, il ne restait plus à faire que la communication par terre dans l'île de Wilhelmsbourg; cette route de mille toises de développement paraissait impraticable; un grand nombre d'ouvriers et de paveurs furent requis et envoyés dans l'île, où ils furent nourris, logés et payés pour achever cet ouvrage, qui fut mis en état et pavé en peu de jours par la persévérance et la rare intelligence de l'ingénieur en chef Jouselin.

On établit des brise-glaces sur les passes du fleuve,

dans un développement de plus de deux mille toises. On avait parfaitement organisé les grands bacs, et l'on en avait construit de rechange. Le temps était devenu pluvieux, l'apparition de l'ennemi rendait les réquisitions fort difficiles sur la rive gauche, et il fallut toute l'énergie du chef et tout le zèle des chefs du génie militaire et civil pour venir à bout de ces immenses travaux.

On dirigea sur Hambourg et les îles la plus grande quantité de bêtes à cornes, levées dans tout le pays que nous occupions. On y fit rentrer du grain, des avoines, du riz, du vin et une grande quantité de fourrages. C'est ici le cas de faire une observation que le maréchal s'est souvent plu à répéter, que c'est à la réunion de quatre hommes habiles et supérieurs chacun dans leur partie, le comte de Chahan, le général Jouffroy, le colonel Deponthon et l'ingénieur en chef des ponts et chaussées Jouselin, que doit être attribuée en grande partie la conservation de la place et du corps d'armée.

Le général Lauberdrière fut chargé de faire à Bremen toutes les dispositions que pourraient nécessiter les circonstances, amener tous les bateaux du Weser, détruire le pont de Hoya, mettre la ville de Bremen en état de défense et au besoin en faire sauter les ponts.

Nous voulions tenir le plus longtemps possible la position de la Stecknitz pour gagner du temps et faire jeter à tout événement dans Hambourg une grande quantité de vivres ; nous faisons de fréquentes reconnaissances dans lesquelles nous avons toujours l'avantage. Le soldat vivait de distributions régulières, on s'occupait beaucoup de son instruction, et la plus grande discipline régnait dans le corps d'armée.

Le 7 octobre, les Danois furent attaqués à Kogel, poste avancé sur leur front, et en furent délogés avec perte d'une centaine d'hommes tués, blessés ou prisonniers. Nous avions presque journellement une grande quantité de déserteurs de l'ennemi que nous incorporions dans le régiment de lanciers lithuaniens.

L'armée du général Walmoden s'était accrue d'une légion russo-allemande, du corps de Lutzow et de quelques régiments de hussards à la solde de l'Angleterre.

Tous les rapports nous faisaient supposer que nous aurions bientôt une attaque générale. Le maréchal envoya à Möllen, derrière la Stecknitz, le grand parc de réserve et renforça cette position de quelques bataillons et de la cavalerie du général Wattier, prescrivant la plus grande surveillance à Buchen, qui était le point le plus vulnérable et dont la défense était confiée au général Delcambre.

Voici quelle était notre position dans tout ce mois d'octobre : nous étions en communication avec Bremen, Niembourg et Minden. On avait frappé des réquisitions de vivres de toute espèce sur le pays d'Eutin, de Lubeck, et sur tout le territoire que nous occupions. Le corps d'armée était entièrement sur la rive droite de l'Elbe, dans une position qui devait donner des inquiétudes à l'ennemi, puisqu'il pouvait, suivant les ordres qui seraient donnés, se porter soit sur le Mecklembourg, soit sur la rive gauche ; nous avions deux têtes de pont, l'une à Hope, l'autre à Haarbours, et tous les moyens de passage étaient en notre pouvoir.

L'ennemi avait reconnu et attaqué cette position, et y avait perdu plus de 800 hommes. Les troupes avaient ac-

quis de l'expérience et de la force pendant ce temps ; on avait formé à Hambourg des magasins de pain et de viande pour une armée de 40,000 hommes pendant neuf mois.

Le meilleur esprit animait le 13<sup>e</sup> corps, ainsi que le corps danois et surtout son digne chef, le prince Frédéric de Hesse.

De son côté, le maréchal exécutait fidèlement le traité signé entre la France et le Danemark, en couvrant le Holstein, quoique des partis ennemis qui étaient entrés à Cassel le 6 octobre menaçassent le Weser.

A cette même époque, le maréchal Ney, prince de la Moskowa, avait repoussé les tentatives de l'ennemi qui voulait opérer un passage de l'Elbe entre Magdebourg et Wittenberg.

Napoléon était à Dresde avec la Grande Armée. Nous ne recevions plus d'ordres du major général depuis la rupture de l'armistice, et nous étions entièrement livrés à nous-mêmes. On avait ordonné aux habitants de Hambourg et Haarboug de s'approvisionner jusqu'au mois de juillet 1814 ; on les prévenait que, si les circonstances forçaient le 13<sup>e</sup> corps à défendre Hambourg, ceux qui n'auraient pas obéi à cette mesure seraient renvoyés de la place comme bouches inutiles, ainsi que le commandent les règlements militaires. Le maréchal avait ordonné que cette première invitation fût faite par les autorités civiles, le 15 octobre 1813.

On avait en outre ordonné que chaque boulanger dût avoir un approvisionnement pour son débit présumé, sous peine d'être privé du droit de continuer sa profession.

L'arsenal de Hambourg était en pleine activité ; indépendamment des fonderies de bombes et boulets, des salles

d'artifice, on y avait organisé un atelier de fusées à la Congrève; dont la direction était confiée au capitaine d'artillerie Brûlart, qui en avait rapporté la composition du Danemark, où il avait été envoyé, à cet effet, après l'affaire du général Pecheux, à Görde. On y fabriquait, en outre, une grande quantité de fers et de clous à glace pour les chevaux, et des crampons pour les hommes.

Le maréchal avait ordonné à Lubeck la construction de vingt blockhaus, établis de manière à pouvoir se démonter et se transporter à volonté, et qui devaient plus tard être employés dans les ouvrages de Hambourg. Il en fit faire dix autres aussi, d'une plus forte dimension, qui devaient être à l'épreuve du canon, et en porter sur leurs plates-formes. On fit construire à la hâte, par les soins du major du génie Vinache, une tête de pont à Cronsford, et il fut aussi chargé de diriger les travaux de Lubeck.

Quant aux opérations militaires, elles furent de peu d'importance pendant ce mois. Il y avait eu sur notre front quelques fourrages armés pour avoir des bêtes à cornes. Le général Rome avait eu, en avant de Möllen, un engagement où l'ennemi perdit 40 hommes tués, 150 faits prisonniers et un grand parc de bestiaux. On avait fait sortir de la tête de pont de Hope une reconnaissance sur Wisen, on s'était emparé de cette ville; l'ennemi avait voulu forcer la position à Buchen avec 1,500 hommes d'infanterie et une batterie de 8 pièces; une vive canonnade et le feu de son infanterie, qui avait duré deux heures, n'étaient point parvenus à déloger deux compagnies de voltigeurs du 30<sup>e</sup> régiment, postées derrière un épaulement dans les marais de Stecknitz. La conduite de ces braves gens avait été admirable; ils y avaient perdu une trentaine d'hommes

tués et blessés. Le général Vichery fit une forte reconnaissance sur Gudow, surprit la légion russo-allemande et lui tua beaucoup de monde. La cavalerie danoise, qui était avec lui, fit prisonniers une cinquantaine de hussards ennemis.

Le maréchal s'était porté, de son côté, en avant de Ratzebourg sur Zarentin, et l'on avait repoussé l'ennemi au loin. Le capitaine d'état-major Möller y fut blessé d'une balle qui lui perça la poitrine. M. Albert de Fayet, lieutenant, aide de camp du maréchal, y fut fait prisonnier ; on n'eut plus depuis aucune nouvelle de son sort. Le temps était fort pluvieux pendant cette première quinzaine, mais nos troupes étaient bien baraquées, bien nourries, et ne souffraient pas. Les Danois avaient beaucoup de malades.

La deuxième quinzaine d'octobre se passa de la même manière ; des reconnaissances, des escarmouches, une grande rentrée de bestiaux et de fourrages dans les îles d'Ochsenwerder et de Billwerder, occupèrent le corps d'armée.

Il est de la justice de faire une mention particulière d'une petite expédition sur Lunebourg, dont s'empara par surprise et en enfonçant les portes, le capitaine d'Houdetot, aide de camp du maréchal, avec une compagnie d'élite du 30<sup>e</sup> régiment. Cette surprise de nuit, faite à 6 lieues au delà de nos postes, dans un pays entièrement occupé par l'ennemi, avait pour objet d'avoir des nouvelles de l'armée du Nord et de tenir dans le respect les autorités du pays pour nos réquisitions et nos messages. Deux colonnes mobiles aux ordres des majors Van Ommerer et Hug parcouraient le pays entre Haarbourg, Bremen et la mer.

Vers la fin d'octobre, on apprit que Bremen ayant été

attaquée par des forces considérables, toute communication entre la France et nous était interrompue. L'argent commençait à manquer, rien ne pouvait plus venir de la 32<sup>e</sup> division militaire; les impôts ne se payaient pas, les bons sur la ville de Hambourg et les traites sur la banque, qui devaient représenter la contribution extraordinaire, n'étaient négociables en aucune façon; les principaux négociants, qui d'abord avaient soumissionné pour leur part dans cette contribution, quittaient Hambourg avec leur portefeuille et ne laissaient pour toute garantie des billets qu'ils avaient signés que leurs maisons et des meubles qui ne pouvaient être d'aucune ressource. Le comte de Chaban, intendant général des finances, prévint le maréchal de cet état de choses, en observant que, sans des mesures extraordinaires comme les circonstances, tout allait manquer, et qu'il n'y avait plus de fonds pour le service des hôpitaux, la solde de l'armée et du corps danois, les médicaments, le génie et l'artillerie, et pour payer les hommes de la classe indigente qui étaient occupés à nos travaux, et les dépenses communales et administratives de la ville de Hambourg. Le maréchal, avant de prendre un parti aussi sérieux que celui qui lui était proposé, voulut s'assurer de nos besoins et de nos ressources. Il vit par la situation des caisses, au 20 octobre, qu'il n'y avait pas un moment à perdre, ni le moindre espoir de rien faire entrer au Trésor par les moyens ordinaires. Il s'assura, d'autre part, que les sommes dues pour dépenses arriérées, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1813, et celle nécessaire pour tout le mois de novembre courant, s'élevaient à la somme de 12,500,000 fr. L'énormité de la somme et la nécessité urgente de pourvoir à l'avenir ne

permettaient pas de balancer sur le parti qu'il y avait à prendre.

Il faut rappeler ici que les décrets et lettres explicatives de Napoléon, du 16 juin, avaient fixé le mode de paiement de la contribution de guerre. Dix millions devaient être payés en espèces, dix millions en denrées, dix millions en bons de la ville de Hambourg, payables le 1<sup>er</sup> janvier 1815, et vingt millions en traites sur la Banque de Hambourg, signées, remises au Trésor et payables, mois par mois, depuis octobre 1813 jusqu'en août 1814.

D'après cet exposé, on voit que la Banque était la seule garantie de cette dernière partie de la contribution. En conséquence, le maréchal nomma, le 4 novembre 1813, une commission composée : du gouverneur de Hambourg, du comte de Chaban, du préfet, du maire, du commandant de la place, de l'inspecteur du Trésor, de l'inspecteur en chef aux revues, de l'ordonnateur en chef, du président de la Banque, et de deux membres de la chambre de commerce.

Cette commission reçut l'ordre de mettre les scellés sur la Banque et de faire tous les arrangements possibles avec le commerce ; les administrateurs de la Banque de Hambourg furent convoqués, et il leur fut déclaré que les traites acceptées sur la Banque ne s'escomptant pas et les négociants s'étant soustraits à tout paiement, le maréchal était forcé de prendre des mesures pour assurer les divers services, qu'il avait fait mettre les scellés sur la Banque et en ordonnerait la saisie dans le cas où le commerce se refuserait à tenir les engagements contractés par la ville.

Le lendemain 5, on fit l'inventaire de la Banque en présence des administrateurs et l'on trouva 13,500,000 fr.

La chambre de commerce, sommée de faire des fonds pour l'affranchissement de la Banque, reconnut, ainsi que les administrateurs, que la plus grande partie des fonds appartenaient à des étrangers, et se refusa à faire aucune proposition.

Le maréchal fit de nouvelles injonctions et accorda plusieurs jours au commerce pour se décider à conserver, par des sacrifices, l'intégrité de ce bel établissement. Les vives instances et les représentations du comte de Chaban ne produisirent rien sur les esprits des membres de la chambre de commerce, qui déclaraient ne vouloir émettre aucune opinion ni aucun sentiment, et se bornaient à protester.

Cependant, tout allait manquer, et tout nouveau délai devenait impossible ; la commission fit verser, le 12, dans les caisses du Trésor, l'argent monnayé qui se trouvait au Trésor et qui se montait à deux millions. Cette opération se fit en présence des administrateurs ; on en dressa procès-verbal, et l'on en établit des bordereaux en triple expédition, dont le premier était donné, pour leur décharge, aux administrateurs, le second au comte de Chaban, et le troisième à la commission. On observa depuis le même ordre et la même régularité pour les divers enlèvements qui furent faits successivement jusqu'à la fin du blocus. On ren lit aux hospices et au roi de Danemark les sommes qui leur appartenaient ; on pourvut au traitement des teneurs de livres et autres personnes employées à la Banque, et l'on conserva avec soin les registres de cette administration.

Le directeur et les administrateurs conservaient les clefs, et ce n'est qu'en leur présence que les extractions

se faisaient selon les besoins, l'avis de la commission et l'ordre du maréchal.

Toutes ces opérations se faisaient avec cette scrupuleuse régularité, parce que le maréchal était persuadé que quel que fût le sort de Hambourg, la France restituerait à la Banque ce que les circonstances impérieuses avaient forcé à enlever, quitte, si Napoléon avait eu des succès, à rembourser le tout sur la rentrée des contributions de guerre.

Le maréchal sollicitait instamment des ordres et informait avec régularité Napoléon, le major général et le ministre de la guerre de sa position ; mais par une inconcevable fatalité ou négligence, rien n'arrivait du grand quartier général ; les dernières lettres étaient du 18 août et ne contenaient que des détails insignifiants d'administration intérieure. Ces lettres ne portaient pas même la date du lieu, ce qui aurait pu au moins nous faire présumer les opérations de l'armée ; les dernières instructions portaient de ne pas s'inquiéter des mouvements de l'ennemi sur la rive gauche de l'Elbe, et de couvrir Hambourg et le Holstein.

Nous avons appris, le 25 octobre, par les bulletins de l'ennemi les événements de Leipzig, nous savions la marche de l'armée du Nord, composée du corps de Bulow, des Suédois et de quelques corps russes, sur le Weser et Hambourg, et nous venions d'être informés que le quartier général du prince royal de Suède, qui commandait cette armée, avait été à Göttingen le 2 novembre. Dès lors, le 13<sup>e</sup> corps se trouvait entièrement isolé de l'armée française ; la position que l'ennemi occupait par ses manœuvres nous mettait dans l'impossibilité de rien entreprendre pour s'approcher du Rhin, quand même, au mépris des

ordres de Napoléon et du traité avec le Danemark, nous eussions voulu abandonner Hambourg. Le seul parti qu'il y avait à prendre, dans la circonstance, était de travailler avec ardeur à faire de cette ville une place de guerre respectable et s'y défendre à outrance.

Le maréchal, perdant ainsi tout espoir de reprendre l'offensive, et voulant rapprocher quelques troupes de Hambourg et de Zollenspïcker pour y être employées aux travaux, se détermina à quitter Ratzebourg, position avancée qui devenait sans objet, et à se borner à défendre la Stecknitz jusqu'aux glaces. Il fit détruire les retranchements et brûler les camps et le pont de Ratzebourg. Notre nouvelle position fut celle-ci :

Lubeck fut occupé par les Danois, ainsi que Cronsford ; ils se liaient par leur droite, avec le camp retranché de Möllen, que commandait toujours le général Vichery. De là, on continuait à défendre le cours de la rivière jusqu'à l'Elbe. Les troupes du général Loison furent placées en réserve à Schwartzembeck, où le maréchal porta son quartier général le 12 novembre.

Notre mouvement n'avait pas été aperçu par l'ennemi ; le lendemain 13, il entra dans Ratzebourg et attaqua en force le camp retranché de Möllen. Le combat fut vif ; le général Vichery, avec le brave 111<sup>e</sup> régiment, repoussa ses attaques et lui fit éprouver une perte considérable. La nôtre fut insignifiante, car notre infanterie s'était battue derrière de bons retranchements, et la cavalerie seule avait été envoyée à la poursuite.

Vers ce même temps, à la mi-novembre, le maréchal apprit par un émissaire du général Carra-Saint-Cyr, qui, précédemment, commandait sur le Weser et qui l'avait

expédié de Munster, où il s'était retiré, que la défection des Saxons à la bataille de Leipzig, et surtout celle de la Bavière, avait forcé l'armée française à se replier sur le Rhin ; que Napoléon était arrivé à Mayence le 1<sup>er</sup> novembre. Il était, en outre, chargé d'un billet chiffré de ce général qui faisait connaître que l'intention de Napoléon était que le maréchal laissât une bonne garnison dans Hambourg et se rapprochât de la Hollande, ou que, s'il n'était plus temps de faire ce mouvement, il manœuvrât sur Hambourg en se tenant sur les deux rives. Il n'était plus temps d'exécuter la première partie de cet ordre ; on avait déjà reconnu l'impossibilité de se rapprocher de la France avec tout le corps réuni, à plus forte raison ne le pouvait-on pas en laissant une bonne garnison dans Hambourg, garnison qui, vu l'état dans lequel elle se trouvait alors, et sans Haarboung et la communication qu'on n'eût pu garder, pouvait se regarder comme sacrifiée, ainsi que les 8,000 hommes que nous avions déjà alors dans les hôpitaux.

Le maréchal ne pensa donc plus qu'au corps d'armée qui lui était confié et au système de défense de Hambourg ; il fit redoubler d'activité pour l'achèvement des ouvrages, et, pour mettre plus d'ensemble dans l'organisation des approvisionnements, en chargea le général Thiebault, qui fut remplacé dans son commandement de Lubeck par le général Lallemand. Toutes les réquisitions frappées sur le pays d'Eutin ayant été fournies, on en retira les troupes. Le maréchal donna des ordres pour faire retirer les garnisons, artillerie et munitions de Carlsbourg, Blexen, Cuxhauen, et les faire replier sur le Holstein par les soins de la marine danoise. On retira les troupes et l'artillerie de

Trawemünde. La passe fut barrée par des bâtiments coulés à fond. Le major Van Ommerer rentra avec sa colonne mobile dans Stade, que le capitaine Laloy, que le maréchal y avait envoyé comme commandant, avait mis en peu de jours à l'abri d'un coup de main. La garnison était forte de 400 hommes, composée de faibles bataillons du 29<sup>e</sup> de ligne, quelques douaniers, quelques marins et des cavaliers démontés ; un sergent commandait l'artillerie de la place.

Le 27 novembre, l'ennemi, fort de 4,000 hommes et 10 pièces de canon, s'avança sur Stade, croyant la prendre d'emblée ; protégé par le feu de son artillerie placée sur les hauteurs qui dominent la ville, il s'avança en colonne pour tenter un passage de vive force à la porte de Bremerworde ; le poste avancé de 25 voltigeurs, retranché derrière un épaulement fait à la hâte, le reçut à bout portant ; trois fois l'ennemi, mis en désordre par notre mousqueterie et criblé par la mitraille de deux pièces, se rallia et recommença son attaque, trois fois il fut repoussé avec la même intrépidité. Il laissa deux cents morts sur le point qu'il avait attaqué et se borna à faire jouer toute son artillerie et pleuvoir une grêle de boulets, d'obus et de mitraille sur le poste défendu par les 25 voltigeurs. Voyant ses efforts inutiles, il s'éloigna de la contrescarpe et battit nos retranchements auxquels on n'avait pu donner que peu d'épaisseur, et que les boulets traversaient en tous sens. Après sept heures d'un feu vivement nourri de part et d'autre, l'ennemi, ayant deux pièces démontées et beaucoup de monde hors de combat, renouça à son entreprise et se persuada que les plus mauvaises places ne se prennent pas d'emblée quand des hommes de cœur les défendent.

Le major Van Ommerer, le commandant Laloy, les deux chefs de bataillon Ressejac et Besaucel, le capitaine de frégate Gabet et le sergent d'artillerie Luizette, méritèrent les plus grands éloges, ainsi que le sous-préfet, M. David, qui quitta ce jour-là ses fonctions d'administrateur pour remplir celles de soldat.

Le maréchal ordonna, deux jours après, d'évacuer Stade; on enleva les blessés et les malades, l'artillerie, les munitions, et tout fut transporté sur les côtes du Holstein. L'ennemi, devenu plus prudent, laissa faire tous ces préparatifs sans inquiéter la garnison et n'entra dans Stade que lorsqu'il n'y eut plus un Français.

Nous restâmes dans cette position de la Stecknitz dont il a été parlé plus haut, tout le mois de novembre. Le général Walmoden n'osait rien entreprendre avant l'arrivée du prince royal de Suède et du corps du général Beningsen. Il avait une division devant Haarboug, 2,000 hommes à Winsen et sur l'Elbe en face de Zollenspicker, et le reste de son corps sur la ligne; on avait tous les jours de nouvelles escarmouches.

Le maréchal profita de cet intervalle de repos que l'ennemi nous laissait pour envoyer à Hambourg une partie de la 3<sup>e</sup> division et pour y faire arriver une grande quantité de palissades formées en radeaux et envoyées par l'Elbe. Ces radeaux étaient conduits et défendus par des petites garnisons du 61<sup>e</sup> régiment qui s'y étaient fait des épaulements en bois.

D'autres objets d'une autre nature occupaient la sollicitude du maréchal; il fallait s'assurer que les mesures précédemment ordonnées pour l'approvisionnement de l'armée et de la population avaient été exécutées. Le 9 novembre,

on avait renouvelé aux habitants l'ordre de s'approvisionner pour six mois, sous peine d'être renvoyés de la ville, et l'on s'était assuré de l'exécution de celui qui avait été donné aux boulangers. Les administrations et les régiments reçurent l'ordre de faire des approvisionnements particuliers en viande sur pied, légumes secs, choucroute et pommes de terre, qui allaient devenir d'un grand secours dans un siège pour remédier à l'usage des viandes salées et aux maladies qui en proviennent. Il fut désigné à cet effet des villages dans la banlieue de Hambourg et dans la partie de la 32<sup>e</sup> division militaire que nous occupions encore ; des reçus détaillés spécifiant la quantité et la quotité furent dressés en triple expédition et signés par les commandants ou chefs des régiments ou administrations ; ils furent délivrés, l'un aux maires et habitants, à valoir sur les contributions ; l'autre à l'ordonnateur, et le troisième au général commandant. On forma de nouveaux hôpitaux et l'on acheta des médicaments et du riz à Altona ; on créa un directoire des hôpitaux, présidé par le commandant Carlier, officier zélé et très entendu en cette matière. M. David, sous-préfet de Stade, remplissait près de ce directoire les fonctions de commissaire impérial ; on fit recueillir avec soin les os provenant des distributions de viande, et l'on fit des magasins ; ils furent employés plus tard à faire de la galantine par les procédés de M. Cadet-Devaux et à remplacer le bouillon des malades.

Dès les premiers jours de décembre 1813, le froid devint très vif ; les marais de la Stecknitz étaient gelés, et cette rivière, qui, dans presque toute son étendue, n'a pas six toises de large, commençait à se prendre ; cette posi-

tion, qui jusqu'alors pouvait en avoir imposé à un ennemi supérieur par l'opinion qu'il avait de notre chef, et qui avait été défendue par la bravoure et la vigilance des officiers et soldats du 13<sup>e</sup> corps, n'était plus tenable. On avait préparé à la hâte des ouvrages de campagne sur la Bille, position intermédiaire qui devait nous permettre de nous retirer lentement et avec ordre sur Hambourg. Les écluses de la Stecknitz étaient minées, et tout était prêt pour détruire nos camps, nos ouvrages et nos ponts.

Le prince de Suède et le général Beningsen avec leurs troupes avaient passé l'Elbe à Boitzenbourg, sur des bateaux, à la vue des postes français, et s'étaient dirigés sur Möllen. Dès lors il ne pouvait plus y avoir d'incertitude ; il eût fallu se battre avec désavantage contre des forces supérieures, et toutes les chances étaient contre nous, puisqu'on ne pouvait profiter d'un succès, et que la perte de quelques milliers d'hommes nous eût mis dans le cas de ne pouvoir plus défendre le grand système de Hambourg, des îles et de Haarboug, hors duquel Hambourg est la plus mauvaise des places de guerre.

Le 2 décembre on fit sauter toutes les écluses de la Stecknitz, on détruisit les ouvrages de la tête de pont de Möllen, ainsi que les batteries sur les deux rives de l'Elbe ; on brûla les ponts et les camps, et toute l'armée se retira dans le plus grand ordre derrière la Bille. On quitta et l'on détruisit en même temps la tête de pont de Hope sur la rive gauche, on fit sauter le fort et les troupes se retirèrent sur Bergedorf. On avait abîmé tous les gués de la Bille qui n'étaient point encore gelés ; on occupa Hohenmühl et Trittau, se liant par des partis avec le corps danois qui avait refusé sa droite dans ce mouvement et était venu

se porter à Oldesloe, tenant une ligne derrière le Trave jusqu'à Lubeck.

L'ennemi ne suivit pas le mouvement du 13<sup>e</sup> corps et porta directement la majeure partie de ses forces sur Lubeck et Oldesloe, en passant par Möllen; sa première opération fut de couper toute communication entre le corps danois et nous, chose que l'étendue de la ligne que nous occupions de Lubeck à Hambourg lui rendait fort facile. Les deux corps d'armée furent dès lors séparés et livrés à leurs propres moyens, l'un pour se renfermer et défendre Gluckstadt, ainsi que cela était prévu par le traité entre le Danemark et la France, dans lequel ces deux puissances étaient convenues d'armer ces deux places en cas d'événement. Le maréchal fit connaître au prince Frédéric de Hesse, commandant le corps danois, qu'il était prêt à faire toutes les tentatives pour empêcher les progrès de l'ennemi dans le Holstein, si lui, prince de Hesse, n'était pas déjà en négociation; mais les circonstances étaient tellement fortes que ce prince avait été forcé de négocier pour un armistice qui amena bientôt le traité de paix et d'alliance entre la Suède et le Danemark, qui fut signé à Kiel, le 14 janvier 1814. On doit à la justice de dire que le corps danois et son chef, le prince de Hesse, mirent à cette époque, dans toutes leurs relations, la même loyauté et délicatesse dont ils avaient fait preuve depuis qu'ils faisaient partie du 13<sup>e</sup> corps d'armée; ils avaient mérité dans cette courte campagne l'estime et l'amitié de l'armée française. La plus grande intimité avait régné entre les deux chefs, et le prince de Hesse a continué à donner au prince d'Eckmühl, dans un moment où, avec la fortune, on perd aussi les meilleurs amis, des preuves de son affec-

tion, conduite qui honore son caractère et rappelle l'ancienne franchise militaire. Par l'effet de cette négociation, nous perdîmes le général Lallemand et un régiment de lanciers lithuaniens, qui se trouvaient au corps danois, et que l'ennemi retint dans le Holstein, sous les plus faux prétextes. Le maréchal ne s'occupait plus que du corps d'armée qui, tous les jours, pouvait devenir plus précieux si Napoléon reprenait ses avantages après Leipzig, ainsi qu'il l'avait fait après la campagne de Moscou, et il entra le 3 décembre dans ses lignes de Hambourg.

Voici quelle était à cette époque la situation du 13<sup>e</sup> corps :

Le maréchal prince d'Éckmühl, général en chef ; — aide de camp, colonel de Castres ; chefs d'escadrons, Hervo, Fayet, Beaumont, Laloy, d'Houdetot.

Le général César de la Ville, chef d'état-major. — Le général comte Hogendorp, gouverneur de Hambourg. — Le général de division Thiebault, chargé en chef des approvisionnements. — Le général Jouffroy, commandant l'artillerie. — Colonel Deponthon, commandant le génie.

3<sup>e</sup> division. Général de division Loison, chef d'état-major colonel Lecouturier. — 1<sup>re</sup> brigade, général Romme (15<sup>e</sup>, 44<sup>e</sup> de ligne) ; 2<sup>e</sup> brigade, général Leclerc (48<sup>e</sup> de ligne, 108<sup>e</sup>). Artillerie, chef de bataillon Mathis. Effectif : 9,842 hommes, 8 bouches à feu, 230 chevaux.

40<sup>e</sup> division. Général de division Vichery, chef d'état-major colonel Bellangé. — 1<sup>re</sup> brigade, général Gengoult (30<sup>e</sup>, 61<sup>e</sup> de ligne) ; 2<sup>e</sup> brigade, général Delcambre (111<sup>e</sup>...). Artillerie, chef de bataillon Grosjean. Effectif : 10,000 hommes, 8 bouches à feu, 172 chevaux.

50<sup>e</sup> division. Général de division Pocheux, chef d'état-

major colonel Allouir. — 1<sup>re</sup> brigade, général Avril (33<sup>e</sup>, 29<sup>e</sup> de ligne); 2<sup>e</sup> brigade, général Osten (3<sup>e</sup>, 105<sup>e</sup> de ligne). Effectif: 9,680 hommes, 8 bouches à feu, 168 chevaux.

Cavalerie. — Général de division Wattier de Saint-Alphonse, chef d'état major colonel Caillemer. — Généraux de brigade Dubois, Guiton, Lallemand. — 3 régiments provisoires de cuirassiers, 1 régiment de marche dit de Hambourg, 28<sup>e</sup> de chasseurs, détachements de toutes armes. — Effectif: 5,800 hommes, 3,800 chevaux.

Marine. — Contre-amiral Lhermitte. — Équipage de la flottille, colonel Lefranc, 1,200 hommes; 1 bataillon d'ouvriers, 400 hommes.

Douaniers enrégimentés, M. Pyonnier, directeur commandant, 600 hommes. — Gendarmerie, colonel Charlot, 230 hommes. — Équipages militaires, 600 hommes. — Vétérans, 600 hommes. — Artillerie: 6 compagnies du 8<sup>e</sup> régiment d'artillerie, 3 de divers régiments, 3,630 hommes, 2,220 chevaux. — Génie: 316 hommes, 50 chevaux, etc.

*Effectif total de l'armée: 42,000 hommes, dont plus de 8,000 aux hôpitaux et 400 prisonniers; 7,500 chevaux; 76 bouches à feu attelées de 6 et de 12; 350 sur les remparts; 270,000 kilogr. de poudre; 2 millions de cartouches confectionnées; des fusées à la Congrève et les artifices et les projectiles nécessaires à un aussi grand système de défense.*

Un grand nombre de détachements appartenant aux régiments qui composaient le corps d'armée avaient rejoint à Hambourg pendant notre campagne en Mecklembourg, ce qui explique comment il était plus fort en reu-

trant dans ses lignes que lorsqu'il les avait quittées à la reprise des hostilités.

La 3<sup>e</sup> et la 40<sup>e</sup> division entrèrent dans Hambourg et dans les lignes avancées de Saint-Georges, occupant les villages de Wandsbeck et Hamm, en avant de Saint-Georges. Les postes du Pont-Vert et d'Ausschlag dans l'inondation, les digues de la Bille et enfin les maisons sur la grande digue de l'Elbe, où s'appuyait la droite de toutes ces positions retranchées; la gauche était à l'Alster.

Sur le front d'Altona, entre l'Alster et l'Elbe, en avant du fort carré de Sternschanz, rétabli en vingt-neuf jours, nos avant-postes occupaient les villages d'Eppendorf et Emsbittel; Altona devait rester neutre par suite d'une convention tacite entre les deux chefs des armées et par considération, de notre côté, pour le roi de Danemark.

Les îles de NeuhoF et de Schrewenhof, toute l'île de Wilhelmsbourg et celles de Moorwerder et Ochsenwerder, restèrent en notre possession et furent gardées par de petits postes retranchés, dans un système bien établi, que l'ennemi ne put nous faire abandonner que lorsque la gelée eut fait de tous ces canaux, marais et îles une terre ferme que la cavalerie et l'artillerie pouvaient parcourir à leur gré.

Quant à l'île de Wilhelmsbourg, communication indispensable et qui faisait toute la force du système, elle nous resta durant tout le siège, au moyen du pont retranché, et ne fut abandonnée que quelques heures comme on verra plus tard, dans les journées des 9 et 15 février.

L'île de Schrewenhof, point important, parce que l'ennemi pouvait organiser de là une attaque contre le bastion

n° 22, qui tient au port et qui n'a aucun ouvrage avancé, nous resta toujours, au moyen des retranchements et d'un petit fort, d'abord construit avec des roseaux et un peu de terre, revêtu plus tard de neige et de glace, et enfin par un blockhaus de la plus forte dimension.

A Haarbouurg, nos postes occupèrent tous les villages à une demi-lieue du grand camp retranché sur les hauteurs de la ville. Le bas était à couvert depuis la route de Winsen jusqu'à l'Elbe sur la droite, et celle de Stade jusqu'au fleuve sur la gauche par une inondation de plusieurs lieues. Les troupes étaient établies dans les casernes, les camps retranchés et les postes, et vivaient de distributions journalières et réglées. On s'observait réciproquement sans beaucoup s'inquiéter; il y avait cependant ordre d'éloigner sur-le-champ les vedettes ennemies et de ne pas s'amuser à parlementer: ordre constant dans toutes les troupes qu'a commandées le maréchal prince d'Eckmühl et que les circonstances d'alors rendaient plus nécessaire. Le succès de la coalition et les menées des embaucheurs que, sous divers prétextes, nous envoyaient le général Beningsen et le prince royal de Suède, pouvaient produire de fâcheuses impressions sur une garnison composée en partie d'habitants des pays récemment réunis à la France, Allemands, Hollandais, Piémontais et Toscans. Nous avons peu de déserteurs, et ce ne fut qu'à la fin du blocus que bon nombre de Hollandais et d'Allemands nous abandonnèrent; tous les autres furent fidèles jusqu'à l'évacuation de la place, et la paix les ramena avec honneur dans leur patrie.

Les troupes que nous avons devant nous étaient sous les ordres du lieutenant général russe comte Beningsen et se composaient de l'armée russe de Pologne et des lé-

gions prussiennes, hanovriennes et hanséates qui avaient été auparavant sous les ordres du comte Walmoden, beaucoup de cavalerie légère et d'artillerie. Ces troupes pouvaient se monter à une soixantaine de mille hommes.

La nomination de ce général qui avait commandé en chef la grande armée russe dans la campagne de 1807, à la bataille d'Eylau, et qui avait figuré dans la campagne de Russie en 1813, nous fit penser que nous devions mettre à la défense de Hambourg autant d'importance et d'acharnement que l'ennemi paraissait en attacher à sa conquête.

La position de Hambourg sous tous les rapports avait frappé l'esprit des alliés, ainsi que celui de Napoléon. Nous étions en mesure. Le blocus était établi et il n'était plus possible de rien tirer du pays au delà de nos lignes ; mais nous avions beaucoup de ressources en vivres, fourrages et viande sur pied dans toutes les îles. Des approvisionnements considérables étaient rentrés et mis à l'abri dans de bons magasins éloignés des points d'attaque.

Le maréchal, en rentrant dans Hambourg, fit une reconnaissance générale de tous les postes, pour en rectifier et en perfectionner la défense ; il fit remplacer la ligne de Hamm par des abatis et de nouvelles batteries, et fit éclairer cette ligne jusqu'à une distance de 500 toises. Il fit palissader et armer les lunettes qui commandaient tout l'espace entre Saint-Georges et la ligne de Hamm, et fit faire plusieurs retranchements sur les digues de la Bille, au Pont-Vert, à Ausschlag et sur la digue de l'Elbe ; le commandement de toute cette ligne, Saint-Georges compris, fut confié au général de division Vichery, les généraux Romme et Leclerc commandant sous ses ordres, le

premier vers Vandsbeck et le second sur la Bille. Le général de division Loison, qui précédemment commandait cette division, fut chargé de la police militaire et civile dans l'intérieur de la ville.

Sur le front d'Altona, le maréchal fit palissader et entourer d'abatis le fort carré du Sternschanz ; il fit établir des fougasses sur les glacis ; on pratiqua en avant des trous de loup et l'on fit écréter les terres qui auraient pu, au loin, masquer l'attaque de l'ennemi ou le mettre à l'abri de notre feu. Le commandement de ce fort fut donné au major Higonet, officier de grande valeur, que le maréchal nomma colonel en récompense de son zèle ; on fit aussi palissader les lunettes intermédiaires et on en logea les garnisons dans des blockhaus à l'abri du canon.

Les deux réduits sur l'Elbe et l'Alster, armés contre l'ennemi et contre la ville, mis à l'abri de la bombe, reçurent des garnisons particulières et des commandants fixes, d'une valeur éprouvée. Le commandement de cette ligne était confié aux généraux Delcambre et Gengoult. Tous ces travaux dont on vient de donner le détail furent exécutés avec une intelligence et une activité rares par le colonel Depontbon, qui mérita le grade de général, auquel il fut nommé alors, et l'estime de l'armée.

Le commandement des îles fut confié au général Osten. Le général Pecheux commandait tout le système de Haarbours ; tout était à peu près en état de défense vers le 1<sup>er</sup> janvier.

La cavalerie ennemie avait pris des cantonnements plus éloignés pour couvrir ses magasins et de crainte d'une sortie dont le maréchal la menaçait. Pour tenir l'ennemi dans l'inquiétude, on fit une petite expédition dans l'île d'Och-

senwerder que nous venions d'abandonner depuis peu de jours ; on débarqua dans l'île, l'ennemi était en force, et après une vive fusillade et une perte égale d'une trentaine d'hommes de chaque côté, nos détachements se rembarquèrent et revinrent à Wilhelmsbourg.

Le résultat des reconnaissances qui furent faites sur divers points ne laissait plus douter au maréchal qu'il allait être vivement attaqué, et ne pouvant plus dès lors compromettre pour des considérations particulières le sort de l'armée et de la place qui lui étaient confiées, il ordonna le 3 janvier d'incendier le faubourg d'Hamburgerberg. Ce faubourg, situé à 250 toises de la place et tenant à Altona, pouvait masquer tous les mouvements de l'ennemi et favoriser une surprise, puisque les dernières maisons se trouvaient à portée de pistolet de l'ouvrage à corne de l'Elbe. On fit aussi abattre les arbres et incendier les maisons de campagne qui se trouvaient en avant du fort carré de Sternschanz et des lunettes vers Eppendorf, Emsbützel.

L'événement ne tarda pas à prouver que cette détermination, rigoureuse il est vrai, mais nécessitée par les circonstances, autorisée et commandée même par les terribles lois de la guerre, n'aurait pu être impunément ajournée. La nuit même du 3 au 4 janvier, le lieutenant général Markoff attaqua en force et avec une grande résolution tous les postes que nous avions dans ces villages et ceux qui touchent au Hamburgerberg, sur la gauche de Sternschanz, et s'en empara après une vive résistance ; des renforts furent envoyés de la place, ils furent dirigés par le général Delcambre, qui reprit tous ces postes ; nous eûmes bon nombre de blessés et l'ennemi perdit une cinquantaine

d'hommes. On signala à cette affaire le tambour Michaud du 48<sup>e</sup>, qui, blessé d'une balle, continua à battre la charge au milieu des rangs ennemis, jusqu'à ce qu'une seconde blessure vint le mettre tout à fait hors de combat.

Le lieutenant général Rossy était arrivé avec une division russe, et l'on attendait le corps de milice du lieutenant général comte de Tolstoy ; on fit une nouvelle reconnaissance dans l'île de l'Ochsenwerder ; l'ennemi en fut chassé ; nous nous emparâmes de quelques bestiaux, fîmes quelques prisonniers, et nous nous retirâmes. Le général Delcambre fit une forte reconnaissance en avant d'Eichbaume ; il chassa l'ennemi et lui fit éprouver la perte d'une cinquantaine d'hommes. Le résultat de ces petites attaques fut de nous donner quelques jours de repos du côté de Hambourg ; le maréchal en profita pour tourner toute sa sollicitude sur Haarbourg ; il se rendit sur ce point dont la communication était désormais assurée par le grand pont en bois et la route pavée avait été mise, comme on l'a vu plus haut, dans un état de défense respectable. Le fort de Haarbourg, qui avait été rétabli, ne suffisant pas pour protéger nos débouchés dans la plaine et nous conserver une véritable tête de pont sur la rive gauche, afin de pouvoir, selon la circonstance, manœuvrer avec les corps d'armée qui auraient débouché par Wesel, le maréchal avait fait couronner les hauteurs qui le dominent par une ligne d'ouvrages formant un camp retranché d'environ une demi-lieue de développement, l'appuyant de droite et de gauche aux inondations et couvrant en même temps la ville et le fort. Tous ces ouvrages se protégeaient réciproquement et se liaient entre eux par des flèches et des retranchements et par trois grandes lunettes qui dé-

fendaient et dominaient toute cette première ligne. Tous ces ouvrages étaient fraisés, palissadés, armés, entourés d'abatis et garnis de trous de loup. Ce n'était donc plus une position à attaquer de vive force, ainsi que l'a peut-être pensé l'ennemi dans le temps ; il a pu s'apercevoir de la difficulté de l'entreprise dans son attaque du 20, et a pu s'en convaincre lorsque, six mois après, il en fut mis en possession au mois de juillet, en exécution de la convention stipulée à Paris. Il aurait donc fallu, pour ainsi dire, en faire le siège, et l'ennemi n'avait pas encore assez de moyens pour l'entreprendre ; il se borna donc de ce côté à prendre position à une lieue de ce camp retranché, et nous continuâmes à occuper les villages qui sont en avant. A cette même époque, on s'assura à Haarboug de l'exécution des ordres qui avaient été donnés précédemment aux habitants de Haarboug et de Hambourg pour s'approvisionner. Cette mesure et celle de Hambourg ont été prises immédiatement après une proclamation du prince royal de Suède, qui, après le traité de Kiel, s'était joint au général Beningsen ; il annonçait une attaque de vive force de Hambourg et exhortait les habitants de la ville à seconder au dedans ses entreprises du dehors ; ces proclamations presque aussi furibondes que celles du général Beningsen étaient alors appuyées par près de 120,000 hommes par la réunion des deux armées. Ce prince, d'un caractère assez irrésolu, s'en tint à ses proclamations, et quelques jours après se porta sur le Rhin avec son armée.

Le préfet avait nommé une commission chargée de s'assurer si les ordres avaient été exécutés, et, d'après ses rapports, l'autorité militaire fit évacuer la ville à tous ceux qui ne s'y étaient pas conformés : ils furent dirigés sur

Moorbourg. Cette commission mit le séquestre sur leurs meubles, en dressa l'inventaire et leur en délivra expédition pour les réclamer lorsque les circonstances qui nécessitaient cette mesure auraient cessé ; on estima leurs vivres et liquides, et on leur en fit passer le montant en argent par le canal de M. de Blucher, président à Altona. Le maréchal fit cesser l'indemnité de table qui avait été accordée jusqu'alors aux généraux et officiers qui étaient à Hambourg et à Haarbourg, croyant qu'il était de toute justice, en cette circonstance, de dispenser ces deux villes de cette charge.

Le froid était devenu très vif, les canaux, les fossés, les marais et les inondations commençaient à geler ; il n'y avait plus que les deux grands bras de l'Elbe qui ne fussent pas encore pris. L'ennemi attendait ce moment avec impatience et avait fixé à cette époque la prise de la ville et la destruction du corps d'armée.

Après avoir fait toutes les dispositions nécessaires à Haarbourg, le maréchal revint à Hambourg ; il y fit mettre à exécution par les mêmes moyens et avec les mêmes formes qu'on a vu employer plus haut à Haarbourg, l'ordre de faire sortir de la place les étrangers, les gens sans aveu et ceux qui, n'ayant pas fait d'approvisionnement, s'étaient mis dans le cas d'être expulsés. L'ennemi, par ses proclamations qui excitaient les habitants à la révolte, traçait au maréchal la conduite qu'il devait tenir ; il sentait que de tels conseils ne pouvaient produire que trop d'effet sur une population de 100,000 âmes, exaspérée par ses propres malheurs et enhardie par les revers que l'armée française avait éprouvés sur d'autres points. 25,000 habitants sortirent de la ville de cette manière et furent ac-

cueillis dans Altona, à une portée de canon de la place. Il fallut alors s'occuper de casser la glace dans les fossés de la ville, dans ceux de Saint-Georges, l'Alster, les lignes avancées, les inondations et l'Elbe, tant à Hambourg qu'à Haarboug. Ce travail immense avait un développement de quatre lieues, sur lequel il fallait entretenir une cunette de 30 pieds de large ; on cassait la glace avec des haches et l'on faisait circuler sans cesse des bateaux dans ces cunettes afin d'empêcher les glaces de se reprendre. Bientôt le froid était devenu si vif que les bateaux ne pouvaient plus circuler, vu la grande épaisseur des glaces ; on organisa alors des compagnies de marins et d'hommes du pays, qui, armés de scies, de haches et de crocs, coupaient les glaces en grands carrés et les retiraient sur les bords pour en faire des épannements ou les enfoncer sous les glaces de l'Elbe. Le capitaine de frégate Mestagh était à la tête de ce travail et se faisait remarquer par son intelligence et un dévouement d'autant plus digne d'éloges qu'il était sans cesse à recommencer. Cet ouvrage était payé en argent et en eau-de-vie, ainsi que celui de même nature que les généraux faisaient faire par les soldats devant leurs lignes.

Un grand nombre de Français employés dans la 32<sup>e</sup> division militaire étaient rentrés à Hambourg. Le maréchal, pour les utiliser, organisa les douanes en une légion avec une compagnie d'artillerie et une de cavalerie ; le directeur, M. Pyonnier, la commandait ; elle était composée d'anciens militaires et rendait de bons services.

Les Français occupant à Hambourg des emplois civils ou vivant du commerce ou de leur industrie, furent organisés en un bataillon de garde nationale ; ils ne prenaient

les armes que lorsque la générale se faisait entendre, et se rendaient aux bastions qui leur étaient indiqués.

On organisa aussi une compagnie d'arquebusiers de siège, choisis parmi les meilleurs tireurs du corps d'armée; elle était commandée par le capitaine des douanes Lavandèze; ils firent un service fort utile; disséminés en petits détachements aux avant-postes, où étaient placés des fusils de rempart, ils tenaient l'ennemi fort au loin et empêchaient les généraux et officiers d'état-major de l'armée assiégeante de venir reconnaître de trop près nos ouvrages.

Pour remédier à l'inconvénient du recul qui ne permettait pas de se servir de ces sortes d'armes, on avait employé un mécanisme fort ingénieux, indiqué par M. l'inspecteur aux revues Caire; ce même inspecteur avait été chargé de l'organisation de la compagnie d'arquebusiers dont il avait proposé la formation.

Le froid avait augmenté jusqu'à 16 degrés, et le nombre des malades devenait considérable. Le 13 janvier au matin, l'ennemi nous attaqua très vivement à Eppendorf, Emsbittel; de notre côté, nous fîmes avancer quelques troupes en avant de Sternschanz vers Winterhude et Uhlenorst. Le terrain et surtout le village d'Eppendorf furent très disputés, mais finirent par rester en notre pouvoir. L'ennemi laissa 40 morts sur le champ de bataille; nous eûmes de notre côté 3 hommes tués et une vingtaine de blessés. Le général Delcambre se louait beaucoup des bataillons du 105<sup>e</sup> régiment qu'il avait sous ses ordres, et surtout du chef de bataillon Préville et du chef de bataillon Peltret du 61<sup>e</sup>.

Depuis que l'Alster était entièrement gelé, Eppendorf

était une position trop avancée, et la droite de nos postes était en l'air. On abandonna ce village le lendemain et l'on établit nos postes en arrière vers l'ancien jardin des plantes ; on redoublait de zèle pour casser les glaces sur tous les points avec le plus grand soin ; ce moyen de défense ne pouvait nous rassurer qu'autant qu'on apporterait partout la même surveillance, car l'objet important était surtout d'éviter les surprises dans tout le développement de nos lignes qui était de près de onze lieues.

L'ennemi avait occupé en force l'île d'Ochsenwerder et y avait établi des batteries ; cette circonstance nous faisait penser que sa première attaque sérieuse serait vers l'île de Wilhelmsbourg, pour s'y établir, couper notre ligne de communication avec Haarbouurg et attaquer ensuite celle des deux places qui lui eût offert le plus de chances de succès.

L'ennemi renouvelait ses proclamations et annonçait aux habitants que l'heure de la vengeance était arrivée ; la fermeté de caractère du maréchal paralysa ces provocations de l'ennemi et fit avorter ces trames secrètes. Deux exemples récents avaient prouvé aux Hambourgeois que le maréchal était inébranlable dans ses résolutions et que le meilleur parti était d'attendre en silence les événements de la guerre. Ces deux exemples étaient la saisie de la Banque, que la chambre de commerce eût empêchée si elle avait voulu se cotiser pour réaliser la somme d'un million par mois, et l'expulsion des habitants qu'ils eussent prévenue s'ils eussent exécuté les ordres si souvent réitérés de l'approvisionnement pour six mois.

Le défaut d'argent monnayé se faisant sentir, le scellé mis sur la Banque et la reconnaissance des fonds qu'on

pouvait en extraire au fur et à mesure des besoins, auraient dû nous tranquilliser ; mais sur cette somme de treize millions, deux millions en espèces étaient déjà épuisés par les dépenses arriérées ; les onze millions restants étaient en lingots. Les négociants de Hambourg et d'Altona avaient fait un accord pour ne pas recevoir ces lingots en paiement ; on tenta vainement de les échanger contre de l'argent monnayé qui ne manquait pas à Hambourg, puisque les sommes énormes que nous avons dépensées étaient rentrées en circulation par nos achats, nos approvisionnements, et surtout par le paiement des ouvriers du pays. Le comte de Chaban remédia par son intelligence et par son zèle à cet inconvénient qui était majeur ; il établit un hôtel des monnaies, le composa de quelques employés français, que leur service dans les administrations diverses avait retenus à Hambourg, et fit frapper au type des anciennes monnaies de la ville, et dans le même degré de valeur intrinsèque et de perfection du travail, des pièces nouvelles. Un sergent d'artillerie qui avait anciennement travaillé dans les monnaies en France était à la tête de ce travail et avait confectionné en peu de temps dans l'arsenal de Hambourg toutes les machines et le matériel nécessaires. Plus tard on organisa un second atelier de monnaies avec des employés du pays.

Ces diverses dispositions qui avaient été prises pour la défense au dehors, assurer le bon ordre dans la ville, l'approvisionnement et l'acquittement des dépenses, donnaient à chacun de la sécurité. On supprima tous les postes intérieurs de la ville qui n'étaient pas de la plus stricte nécessité, ainsi que les gardes et factionnaires des autorités

civiles et militaires ; le chef lui-même n'était pas excepté de cette mesure.

Le maréchal avait établi pour sa réserve une compagnie d'élite du 15<sup>e</sup> léger ; elle se portait avec la plus grande activité et par l'ordre même du maréchal, comme premier renfort, sur le point attaqué, ce qui faisait qu'elle était sans cesse sur pied et toujours aux avant-postes, qu'elle ne quittait que lorsque le combat était fini. On avait établi sur la plus haute tour de Hambourg un observatoire, duquel deux officiers d'état-major intelligents surveillaient tour à tour, jour et nuit, les mouvements de l'ennemi : on les traçait à la hâte sur un croquis, qui était transmis avec le rapport au maréchal, par le moyen de la boîte en tôle descendue au bas de la tour, où une ordonnance la portait au grand galop. Il en résulta plusieurs fois pendant le siège que le maréchal envoya des renforts sur le point de la véritable attaque, avant que les rapports des généraux et des chefs de poste lui fussent parvenus.

Le froid augmentait le nombre de nos malades et nous mettait dans le cas d'éprouver un grand échec si nous avions eu affaire à un général plus actif et à qui son âge eût permis de se trouver partout dans un temps si rigoureux. Il devint indispensable de retirer nos postes plus avancés ; on abandonna le 15 janvier la position de Wandsbeck pour prendre la ligne de Hamm ; on garda en avant de cette ligne le village de Hamm et le clocher dans lequel on établit deux cents hommes dans un poste important et susceptible de défense, mais qui exigeait la plus active surveillance pour n'y être point surpris ; on s'éclairait de ces côtés par de fréquentes reconnaissances, dans l'une desquelles le colonel Holtz du 111<sup>e</sup> fut mortellement blessé

et mourut quelques jours après, emportant l'estime du chef et de l'armée, qui assista à ses obsèques. On retira aussi les postes les plus avancés sur la digue de la Bille, dans l'inondation, et la droite de cette ligne resta sur la digue de l'Elbe, à la batterie de Tiffentag. Le général Leclerc déployait dans ce commandement une activité et un amour de ses devoirs d'autant plus remarquables qu'il était très souffrant.

Le 20 janvier, à sept heures du matin, le lieutenant général Strogonof attaqua les postes que nous avions dans les villages en avant du camp retranché de Haarbours; nos troupes se replièrent, ainsi qu'elles en avaient reçu l'ordre, en cas d'attaque avec de l'infanterie; l'ennemi menaçait Wilsdorf et faisait voir ses masses vers Eisen-dorf et Heimfeld, et sur la route de Bremen. Le général de division Pecheux prit toutes ses dispositions, fit occuper promptement tous les ouvrages de son camp retranché et garda près de lui une réserve peu nombreuse, mais composée d'hommes d'élite. Bientôt le général ennemi, voyant qu'on ne prenait pas le change, décida sa véritable attaque, en faisant déboucher trois fortes colonnes par les marais gelés de Moor et une quatrième par Wilsdorf, tournant par cette manœuvre notre camp retranché par notre gauche; il amenait avec lui deux batteries de 8 pièces chacune pour appuyer l'attaque de son infanterie. Nos postes de Bullenhusen et Moorbourg sur la digue de l'Elbe étaient vivement attaqués en même temps; nos troupes se défendaient avec intrépidité et faisaient beaucoup de mal à l'ennemi, quand le général Pecheux, se voyant sérieusement attaqué et tourné par sa gauche, les fit replier avec leur artillerie sur le château de Haarbours. Pendant ce

temps, les trois colonnes ennemies avaient dépassé nos ouvrages, s'étaient emparées des retranchements qui liaient le camp retranché à l'inondation, et, marchant le long de la Sewe et sur la route de Winsen, s'étaient avancées jusque dans les premières maisons de la ville de Haarbourg; le grand blockhaus armé d'une pièce sur sa plate-forme avait été abandonné par sa garde. Le général Pecheux fit alors avancer sa réserve; elle était composée de trois compagnies d'élite des 48<sup>e</sup> et 108<sup>e</sup> régiments et d'une compagnie du 5<sup>e</sup> équipage de flottille. Le brave colonel Achard, qui la commandait, se dirigea du moulin vers Post-Garten, attaqua l'ennemi avec audace, le débusqua des maisons et le chargea avec tant de succès, que le désordre se mit dans les masses ennemies qui se retirèrent en laissant beaucoup de morts dans les maisons et le long de la Sewe, et emmenant une grande quantité de blessés.

La lunette de gauche du camp retranché faisait pleuvoir la mitraille sur l'ennemi qui se retirait et qui dut éprouver une perte de 700 à 800 hommes tués ou blessés. Nous perdîmes, de notre côté, 150 hommes tués ou blessés et une trentaine de prisonniers faits dans le commencement de l'attaque. Pendant ce temps, le général russe Schemschuschnikoff tenta une attaque sur l'île de Moorwerder et Godjenhort; la batterie de Neuland et de Bullenhusen ayant été évacuée, ainsi qu'on l'a vu plus haut, l'île de Moorwerder était entièrement débordée. Le commandant Larpenteur fit retirer ses pièces et fut bientôt forcé de se retirer lui-même; il rallia ses troupes dans Wilhelmsbourg, y fut renforcé de quelques compagnies du 30<sup>e</sup> que lui envoya le général Osten, commandant dans l'île; il repoussa l'ennemi et reprit, après deux attaques successives,

sa position. Il envoya de là une compagnie de grenadiers passer le grand bras de l'Elbe et reprendre les batteries de Neuland sur la rive gauche. Nous avons perdu dans cette petite affaire 30 hommes du 29<sup>e</sup>; l'ennemi nous avait laissé 25 morts sur le champ de bataille.

Nos troupes diminuaient tous les jours par l'effet des maladies, des petits combats et des alertes pendant la nuit. Le froid était devenu très vif, et nous avions aux hôpitaux 50 soldats qui avaient eu les pieds gelés en une seule nuit; on prit toutes les précautions imaginables pour garantir tous les soldats de ce fléau, et, grâce à nos précautions, presque tous guérirent. Pour diminuer le service de la troupe, on évacua tous les villages en avant du camp retranché de Haarboug, qui avait lui-même un développement si considérable; l'ennemi vint les occuper. Nous évacuâmes toutes les îles que nous avions gardées jusqu'alors en dessus et au-dessous de Wilhelmsbourg. Un seul poste fut conservé dans l'île de Neuhof. Sur le front d'Altona, nous abandonnâmes tous les villages en avant des lunettes intermédiaires entre l'Alster et l'Elbe, en avant du Sternschanz. La surveillance redoubla sur ce point, dont l'occupation eût permis à l'ennemi de jeter des obus et des bombes dans la ville de Hambourg. Le commandant Higonet était toujours sur pied et ne négligeait aucune des précautions et moyens de défense que son zèle pouvait lui suggérer. Il établissait des planches armées de clous dans les fossés; il faisait répandre de l'eau sur les parapets, et quelques heures de gelée en faisaient des remparts de glace; il éloignait l'ennemi à coups de canon, ne fatiguait pas inutilement sa troupe logée dans un blockhaus et veillait pour tous.

Le 22 janvier, l'ennemi tenta une nouvelle attaque sur la batterie de Neuland ; le colonel Achard le repoussa vigoureusement, le poursuivit et lui fit éprouver une perte en tués et blessés de 150 hommes ; nous eûmes de notre côté 36 hommes blessés, dont 2 officiers. On ne peut assez louer la constance et la conduite des officiers dans ces diverses affaires : tous donnaient le plus brillant exemple, et nos jeunes soldats devenaient invincibles sous de tels chefs. Le général Osten, pendant cette attaque, contenait l'ennemi dans l'île de Wilhelmsbourg et montrait, malgré ses longs services, tout le zèle et le feu de la jeunesse. Le général de division Pechoux déployait dans ce grand commandement, dont la direction lui était confiée, de grands talents, le calme et l'intrépidité qui assurent les succès.

Nous nous attendions à une affaire générale pour le 26 janvier, anniversaire de l'impératrice Élisabeth ; cette attaque eut lieu, mais nous étions sur nos gardes, et elle n'eut pour résultat que de nous enlever le poste du clocher de Hamm. Le général Beningsen avait mis en mouvement toutes les troupes et fait attaquer en même temps Hamm, Auschlag, Stadt-Deich et la ligne en avant de Wandsbeck, et celle en avant du front d'Altona. Une brigade russe attaquait les retranchements de Morfleth ; le général Wtorof se portait sur Auschlag, le général Gogel sur Hamm, le lieutenant général de Roussy sur l'Alster, et le général Markof sur le pont d'Altona. La bravoure des troupes françaises, les bonnes dispositions qui furent prises de notre côté, et la grande quantité de neige qui était tombée et qui contraria les manœuvres de l'ennemi, rendirent inutile ce grand développement de forces. Nous eûmes de part et d'autre 400 ou 500 morts ou blessés, et

nous perdîmes 200 hommes qui nous furent enlevés par surprise au clocher de Hamm, par la négligence de l'officier qui y commandait. D'après ce petit échec, nos postes dans l'inondation du Hammer-Brook se trouvaient trop en pointe ; le maréchal fit replier les troupes au village en arrière ; on ne conserva que la batterie de Tiffentag, sur l'Elbe, comme poste avancé protégeant l'île de Wilhelmsbourg.

L'ennemi nous laissa quelques jours tranquilles ; il n'y eut que quelques alertes et engagements d'avant-poste, sur lesquels, avertis par l'expérience, nous ne prenions pas le change ; on laissait dormir la garnison tandis que les chefs et les postes attaqués veillaient. La gelée devenait toujours plus intense et le travail des glaces toujours plus pénible, et il fallait un zèle et un courage à toute épreuve pour ne pas se relâcher dans un travail de cette nature. Les malades augmentaient à un point effrayant, et malgré tous nos soins, nous avions jusqu'à 60 et 70 morts par jour. Cependant, à force de fumigations, de propreté et de bon vin, cette maladie funeste connue sous le nom de fièvre d'hôpital n'approcha jamais de nos hôpitaux, et aucune maladie contagieuse ne s'y manifesta. Toute l'armée, les généraux et le chef compris, étaient à la viande salée ; le seul parc de bêtes à cornes existant était réservé pour les malades. Les peines les plus sévères étaient établies contre quiconque se permettrait de manquer à cette règle. Lorsque cette ressource vint à manquer, on y suppléa par du bouillon d'os conservés et du sagou.

On a vu que l'ennemi avait fait de vives tentatives le 20 janvier au camp retranché de Haarlourg, et l'événement lui avait montré la difficulté de l'entreprise. Il nous

avait attaqué le 26 sur le front de Hamm et d'Altona, et il avait échoué ; il commençait à comprendre que ce n'était qu'en plaine qu'il pouvait développer ses troupes, faire usage de tous ses moyens et espérer d'accabler par le nombre une garnison affaiblie par les privations, les maladies et le grand froid. Le corps russe du général Tolstoy avait quitté vers les premiers jours de février le blocus de Magdebourg et avait rejoint l'armée devant Hambourg. Cette armée, dite de Pologne, avait été divisée en trois corps ; l'aile gauche était commandée par le lieutenant général Doctorof, le centre par le lieutenant général Tolstoy, et la droite par le lieutenant général Markof.

Le général russe comte de Beningsen se crut alors en mesure de nous livrer bataille dans Wilhelmsbourg. Voici quelles furent ses dispositions : le lieutenant général Ahrenschield, qui commandait depuis peu devant Hambourg un corps russe et l'ancien corps de Walmoden, fut chargé d'occuper par une forte démonstration les troupes aux ordres du lieutenant général Pecheux et de soutenir ainsi la véritable attaque. Toute l'armée de Pologne devait se mettre en mouvement sur trois colonnes, se réunir dans le centre de l'île sur la chaussée et attaquer de vive force le pont en bois.

La première colonne, aux ordres du lieutenant général Emme, se dirigeait par l'île d'Ochsenwerder ; la deuxième, commandée par le général Tolstoy, devait attaquer la ligne de la Bille par le pont Rouge, traverser l'Elbe sur la glace et se réunir sur la chaussée ; la troisième, aux ordres du général Markof, partait de derrière Altona et devait rejoindre les deux autres.

A quatre heures du matin, le 9 février 1814, l'ennemi

attaqua en même temps sur tous les points. Le maréchal était debout. Une vive fusillade se faisait entendre de tous côtés. L'officier de garde à l'observatoire de la tour avait prévenu des mouvements qui se faisaient surtout la ligne ennemie, par les fusées et le changement des feux de bivouac ou leur extinction. Quelques hommes égarés et faits prisonniers par nos postes avancés pendant la nuit, avaient été conduits au quartier général. D'après leurs rapports et les noms des régiments auxquels ils appartenaient, le maréchal n'eut plus un moment d'incertitude sur le véritable point de l'attaque; il donna ses ordres pour le pont d'Altona, celui de Saint-Georges et Hamm, et pour l'intérieur de la ville; il fit partir la compagnie d'élite du 15<sup>e</sup> léger pour la tête de pont dans l'île de Wilhelmsbourg et s'y rendit en toute hâte. Voici où en étaient les affaires à son arrivée. Le général Markof avait surpris les postes de l'île de Neuhof; le colonel du 29<sup>e</sup> régiment, Pierre, avait marché à lui et avait été tué; sa troupe, privée de son chef, s'était retirée en grand désordre, et l'ennemi était maître du moulin de Reygersteig sur notre droite. Le lieutenant général Emme s'était emparé de l'île de Moorwerder, avait chassé nos troupes de leurs retranchements, et s'était avancé vers le vieux château de l'île de Wilhelmsbourg.

Le général français Osten avait réuni de son mieux nos soldats épars, les avait placés sur les grandes digues d'hiver, et avait contenu le mouvement de l'ennemi par le feu de deux pièces établies en avant de la maison Rouge où était établi son quartier général. Le lieutenant général Vichery, à qui le maréchal avait confié depuis peu le commandement supérieur dans ces îles, était accouru aux pre-

miers coups de fusil, avait remis l'ordre dans les troupes, leur avait inspiré son ardeur et avait changé la défense en attaque. Il avait fait porter une colonne sur la maison Rouge et la grande ferme dont l'ennemi s'était emparé ; la colonne russe, surprise de tant d'audace, avait cédé sur tous les points et éprouvé une grande perte. Le chef de bataillon Dehüs, du 30<sup>e</sup>, avait enlevé la grande ferme, et le colonel Ricard, du 61<sup>e</sup>, avait tout renversé devant lui ; l'ennemi alors avait fait agir ses réserves pour se maintenir. Le général Emme, désespéré d'avoir trouvé une résistance aussi opiniâtre et d'être réduit à se défendre, pensait déjà à la retraite, quand il aperçut la colonne du général Markof, s'avancant du moulin de Reygersteig, sur la digue de notre droite, vers la tête du pont ; il vit en même temps s'avancer une de ses colonnes, qui avait réussi à nous tourner par notre gauche. Le feu d'artillerie et de mousqueterie redoubla alors de part et d'autre. La blessure du colonel Ramand, du 30<sup>e</sup>, et la mort du chef de bataillon du 44<sup>e</sup>, mirent le désordre dans ces troupes, qui se retirèrent sur la tête de pont.

Ce point s'était trouvé alors tellement encombré de blessés, de chevaux morts et de caissons d'artillerie, que le général de division Vichery s'était trouvé dans l'impossibilité de faire déboucher deux bataillons du 105<sup>e</sup> qui formaient sa réserve, pour reprendre la digue ; l'ennemi s'y était établi et avait mis ses troupes en bataille, ses pièces en batterie sur la grande chaussée ; on se battait très vivement, on perdait beaucoup de monde, le général Osten venait d'être blessé. Le défaut de chefs, qui presque tous avaient été mis hors de combat, empêchait de contenir les soldats qui se retiraient dessus et dessous le pont,

emportant leurs camarades. Par un bonheur inouï, l'ennemi ne pensa pas, dans cette confusion, à établir ses pièces sur la grande chaussée et à enfiler le pont ; un seul coup de canon que le hasard y avait dirigé, nous avait emporté 17 files.

Le maréchal était déjà arrivé ; il avait établi sa petite réserve de 60 hommes d'élite du 15<sup>e</sup> léger au blockhaus, vers le milieu de cette partie du pont, avait établi quelques hommes à droite et à gauche sur la petite digue d'été, et avait renforcé la batterie de Klugenfeld sur sa gauche. Le feu soutenu de cette batterie contenait les troupes ennemies qui voulaient tourner la digue d'été sur ce point ; il avait envoyé en toute hâte chercher des renforts à Hambourg et à Saint-Georges. Le lieutenant général Vichery se maintenait avec une poignée de monde et la plus rare intrépidité à la tête de pont, et, bientôt accablé par le nombre, il se retira par le pont sur la compagnie du 15<sup>e</sup>, et plaça derrière la petite digue d'été les débris du bataillon du 105<sup>e</sup>, dont les deux commandants Coste et de Rivière venaient d'être mis hors de combat. Le capitaine d'artillerie Genta, qui commandait la batterie de la tête de pont, était resté seul, avait mis lui-même le feu à ses pièces, avait fait beaucoup de mal à l'ennemi et fut percé à coups de baïonnette.

L'ennemi, maître de la tête de pont, la trouva tellement remplie de morts, de mourants, hommes et chevaux, et de voitures d'ambulance et de vivres, qu'il ne put y amener ses pièces, ni même tourner les nôtres contre nous ; il manqua alors d'un de ces éclairs d'inspiration et d'audace, si fréquents dans l'histoire militaire française de ces vingt dernières années. S'il marchait en avant, notre com-



munication était détruite ; le sort de la place, le salut de l'armée, l'honneur des armes, tout était là ; les renforts ne pouvaient nous arriver que dans une heure, et les soldats admiraient le calme et l'intrépidité du chef dans une telle circonstance. Le maréchal s'avança vers l'ennemi sur le pont, pour le reconnaître et rassurer sa petite troupe ; il y resta quelque temps exposé à une vive fusillade, et ne se retira vers la compagnie du 15<sup>e</sup> qu'après la blessure du chef d'état-major de l'armée, le général César de la Ville, qui l'accompagnait. Cette blessure ne fut heureusement pas dangereuse ; cet officier général fut conservé à l'armée, qui, ainsi que son chef, appréciait ses belles qualités, sa brillante bravoure et son beau caractère.

Le général du génie Deponthon, le général d'artillerie Jouffroy et l'ingénieur en chef Jousselin, s'étaient rendus auprès du maréchal. On se battait avec acharnement depuis quatre heures du matin ; enfin les renforts arrivèrent et l'on entendit se rapprocher de nous le canon du général Pecheux. Ce général, après avoir repoussé les attaques du général Ahrenschield jusqu'à trois heures après-midi, sur tout le front de sa ligne, s'était mis à la tête de sa réserve, avait débouché par la partie du pont qui allait à Haarbours, par la grande chaussée, et inquiétait l'ennemi sur ses derrières.

D'un autre côté, le lieutenant général Tolstoy, qui commandait la deuxième colonne russe, avait attaqué le général Leclerc au pont Rouge et à Tiffentag. Nos troupes s'étaient retirées dans la grande maison barricadée ; le chef de bataillon Rosier avait accueilli l'ennemi à bout portant et lui avait tué beaucoup de monde. Le désordre s'était mis dans ses troupes, et il avait été impossible au



général russe de les rallier ; la batterie de Tiffentag, par un feu bien nourri, avait contribué à lui faire abandonner son projet de traverser l'Elbe sur la glace pour se réunir aux deux autres colonnes dans l'île de Wilhelmsbourg. On ne se battait plus que faiblement sur ce point, ce qui avait permis au général Leclerc d'envoyer les renforts demandés.

Le maréchal fit alors ses dispositions pour reprendre la tête du pont et la grande digue d'hiver, dont l'ennemi était en possession depuis son arrivée. Il organisa trois colonnes ; la première, commandée par le général Delcambre, déboucha par la digue d'été, et, traversant tous les obstacles, arriva à la grande digue, en chassa l'ennemi et le mena battant jusqu'au moulin de Reygersteig. La deuxième colonne, formée des compagnies d'élite du 105<sup>e</sup> commandées par les capitaines Christian et Ménissier, fut dirigée par Klugefeld, sur la gauche de la grande digue ; elle chargea à la baïonnette, tua beaucoup de monde, fit une vingtaine de prisonniers et s'établit à l'embranchement où les deux digues viennent se rejoindre. Dans le même moment, une petite colonne filait sous le pont avec le général Vichery et la compagnie du 15<sup>e</sup> léger. L'ennemi abandonna la tête de pont sans pouvoir amener nos pièces. Le maréchal fit alors établir six pièces de campagne en dehors de la tête de pont et fit battre les masses russes qui cherchaient à dégager leurs troupes qui étaient aux prises avec le général Delcambre au moulin de Reygersteig. La colonne du général Pecheux avait forcé l'ennemi à abandonner la chaussée et avait rétabli la communication. Elle le poursuivait l'épée dans les reins sur la digue gauche et le village de Wilhelmsbourg ; nos troupes ayant fait leur

jonction sur la chaussée se portèrent au pas de charge sur l'ennemi qui se retirait vers l'île de Walterhof. Il éprouva dans sa retraite un feu très vif qui lui tua beaucoup de monde, repassa dans l'île de Neuhof, et de là, derrière Altona, en traversant le Grand-Elbe sur la glace. Il essuya le feu des fortes pièces du réduit de l'Elbe.

Les habitants d'Altona admiraient l'intrépidité de quelques hommes sortis de la petite redoute de Schrewenhof qui accompagnaient ces masses à coups de fusil. Cette affaire fort vive dura presque toute la journée, et l'on se battit avec le plus grand acharnement contre des forces trois fois supérieures, car la force dont nous pouvions disposer sans trop dégarnir les autres points ne montait pas à 8,000 hommes, et l'ennemi en avait mis en mouvement plus de 25,000. Nous avons perdu près de 1,200 hommes tués ou blessés, et quelques prisonniers, faits dans la surprise de Neuhof, le matin avant le jour ; deux généraux, dont l'un, le général Osten, mourut quelques jours après ; presque tous les colonels et commandants de bataillons avaient été mis hors de combat. Le capitaine Gayard, aide de camp du général Delcambre, y fut mortellement blessé. L'ennemi laissa sur le champ de bataille près de 800 morts et emporta ses blessés sur des traîneaux. Si le lieutenant général Tolstoy avait pu exécuter ses ordres, et si le chef de l'armée russe s'était trouvé, ainsi que le chef de l'armée française, au moment décisif, lorsque la tête de pont nous fut enlevée, toute communication entre Hambourg et Haarboug eut probablement été coupée, et les projets d'assassinat des Français par les habitants, ainsi que cela était annoncé par les proclamations ennemies, eussent pu recevoir leur exécution.

Nous nous attendions à une nouvelle attaque peu de jours après ; l'ennemi avait vu que l'île de Wilhelmsbourg était notre seul point vulnérable, que, tant que nous aurions la communication du grand pont et de la chaussée, nous pouvions porter une grande quantité d'artillerie bien attelée et des troupes aux points menacés, et déjouer ses projets. Cependant il nous laissa tranquilles jusqu'au 17 février. On profita de cet intervalle pour remplir les places d'officiers et de sous-officiers vacantes dans les régiments, et pour donner à nos postes dans l'île une organisation plus concentrée, qui ne nous exposât plus à perdre un seul homme par surprise. On s'occupa des hôpitaux, on établit des infirmeries régimentaires et des maisons de convalescence. Le comte de Chaban, intendant général des finances, se mit à la tête de cette direction et y consacra tous ses instants.

Le 17 février au matin, le général en chef Beningsen mit toutes ses troupes en mouvement. On était aux prises en même temps dans l'immense développement de tous nos ouvrages. Le général Ahrenschild attaquait Haarboug : les généraux Tschüplitz et Tschepelow attaquaient le front d'Altona depuis l'Alster jusqu'à l'Elbe. Le lieutenant général Doctorof faisait avancer deux colonnes aux ordres des généraux Tolstoy et Emme, sur la Bille et l'Ochsenwerder, tandis que le général en chef, de sa personne, marchait avec le corps du général Markof par derrière Altona, vis-à-vis du moulin de Reygersteig. On fut quelque temps dans l'incertitude sur le point de la véritable attaque de l'ennemi ; cependant l'attention du maréchal se porta sur l'île de Wilhelmsbourg. Les observations de l'officier qui était à la tour nous faisaient connaî-

tre que deux fortes colonnes pénétraient dans cette file, l'une par Neuhof et l'autre par Ochsenwerder ; nos postes s'étaient repliés ainsi qu'ils en avaient l'ordre, sans rien compromettre. Le général Romme avait arrêté, par ses bonnes dispositions, le premier choc de l'ennemi, qui cherchait à s'emparer de la digue d'hiver, vers la tête de pont. Cette position, défendue par le général et deux bataillons des 61<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup>, était devenue inexpugnable ; l'ennemi avait renoncé, après plusieurs attaques, à s'en emparer et manœuvrait sur notre gauche.

Le général Vichery avait établi ses troupes en arrière de la grande digue et à la tête de pont ; la fusillade s'était engagée sur toute cette ligne, et le feu de l'artillerie était très vif. Le maréchal avait fait battre la générale dans Hambourg ; la cavalerie à pied, la gendarmerie, la garde nationale avaient pris leurs postes sur les remparts ; les canonniers étaient à leurs pièces ; huit bataillons avaient été envoyés au général Vichery avec ordre d'en laisser deux en réserve à l'embarcadère et au Grass-Brock. Vingt bataillons restèrent en réserve sur les places publiques pour les porter où besoin serait. Quatre bataillons furent placés près des portes de Steinthor et Deichthor pour renforcer le général Leclerc s'il était trop vivement attaqué : il faut observer que nos bataillons étaient tellement affaiblis par les maladies qu'ils ne présentaient pas 200 baïonnettes chacun. Le maréchal se rendit à la tête de pont, où l'on se battait avec une grande chaleur. L'ennemi mit ses réserves en action et fit usage de tous ses moyens pour arriver à notre tête de pont par notre gauche. Ses efforts n'obtinrent aucun résultat. Le général Vichery dirigea de ce côté trois bataillons du 61<sup>e</sup>. Le colonel Ricard fonda

sur l'ennemi qui se retira, laissant le champ de bataille couvert de ses morts. Deux compagnies du 111<sup>e</sup>, placées dans une maison à la gauche de la tête de pont, s'y défendirent contre les masses russes et, les prenant en flanc et à portée de pistolet, contribuèrent à déjouer cette attaque de gauche. Pendant ce temps, un bataillon du 111<sup>e</sup> défendait la batterie de Hof; un bataillon du 15<sup>e</sup> léger, la digue du pont Bleu, et un bataillon du 48<sup>e</sup>, la batterie de Tiffentag. La major Goutefrey dirigeait ces trois bataillons qui, par leur constance, empêchaient l'ennemi non seulement de rien entreprendre sur leur point, mais aussi d'aller prendre part à l'attaque de Wilhelmsbourg.

L'ennemi avait pris position dans la plaine, à cheval sur la grande chaussée; il ne paraissait plus vouloir prendre l'offensive, mais seulement chercher à se maintenir. Des forces considérables, qui nous observaient de l'île de Neuhof, semblaient destinées à se porter sur la tête de pont, si nous marchions en avant sur la chaussée ou dans la plaine. On resta donc en position derrière la grande digue, attendant que l'ennemi décidât son mouvement. Les réserves étaient arrivées et placées derrière la digue d'été sur le pont et à Klugensfeld. Pendant ce temps, l'ennemi, perdant tout espoir de réussir dans son entreprise de notre côté, cherchait à masquer son attaque sur la partie du pont de bois qui aboutit à Haarbourg; il s'y était porté en forces, avait forcé à la retraite une compagnie qui gardait la tête de pont de ce côté, avait sapé quelques pilotis et mis le feu, en sorte qu'il parvint à détruire une vingtaine de toises de cette partie de pont. A peine vit-on la fumée s'élançer vers Haarbourg et démasquer ainsi la manœuvre de l'ennemi, que le maréchal, prévoyant ce qui

était arrivé, ordonna l'attaque; on marche à lui avec une grande résolution. Le général Pecheux, de son côté, s'était porté à la défense du pont avec sa réserve, composée du 105<sup>e</sup>, commandé par le major Aurange, et des marins; l'ennemi, pris entre deux feux, opéra sa retraite sur Altona et Ochsenwerder vers midi; il fut vivement poursuivi, laissant sur le champ de bataille plus de 300 morts. Notre perte fut à peu près la même, entre tués et blessés.

Le maréchal se porta au pont avec l'ingénieur en chef Jouselin pour voir le dégât; ce dernier lui assura qu'en trois jours il serait rétabli. Comme la gelée continuait, la communication ne fut plus interrompue un seul instant entre les deux places, et le pont fut rétabli suivant la parole de l'ingénieur. Cette facilité à renoncer, au milieu du jour, à un projet aussi bien conçu, étonnait ceux qui avaient vu souvent opérer de si grandes choses avec de la ténacité et des poignées d'hommes.

Le 24 février, le général Beningsen renouvela son attaque sur toute notre ligne. Elle commença à trois heures, avant le jour, au moulin de Reygersteig : l'ennemi l'attaqua sur trois colonnes; une fusillade très vive s'engagea, et, malgré l'immense majorité des assaillants, un bataillon du 30<sup>e</sup>, commandé par le chef de bataillon Blain, tint ferme et conserva sa position. L'ennemi se retira en désordre, laissant ses morts sur le champ de bataille; il perdit plusieurs hommes dans les cunettes que nous ouvrons entre Reygersteig et Neuhof. Le général Romme se faisait remarquer par son infatigable activité et ses bonnes dispositions.

L'ennemi montra beaucoup de troupes dans la plaine et

se retira sans avoir rien entrepris. On ne put trop comprendre quel avait été son projet.

Pendant la journée du 27, l'officier placé à la tour et les divers postes avaient remarqué des colonnes russes filant derrière Altona et se portant dans les îles ; on se préparait à une attaque de nuit ; tout le monde était sous les armes. En effet, à onze heures, l'ennemi déboucha de l'île de NeuhoF et vint s'établir dans celle de Wilhelmsbourg. Nos avant-postes se retirèrent en ordre, derrière la grande digue d'hiver et dans la tête de pont, ainsi que cela avait été prescrit depuis le 17 février. Le maréchal avait pris la précaution de disposer de gros bâtiments chargés de bombes et de matières inflammables qui, placés de distance en distance, devaient être allumés à propos, en cas d'attaque, et jetaient une telle clarté que les manœuvres de l'ennemi se voyaient comme en plein jour. Nos postes, en se retirant, avaient mis le feu à ces bâtiments, qui, sautant avec un grand fracas et par intervalles, sur leurs derrières, faisaient sur lui l'effet de mines et nous faisaient connaître sa marche ; cela déconcerta ses manœuvres et le décida à abandonner son entreprise. La contenance des troupes et quelques boulets bien dirigés sur la colonne qui s'avavançait déjà sur la chaussée firent opérer entièrement la retraite.

Pendant ces intervalles d'attaque, on cassait avec le plus grand soin les glaces, on continuait les travaux des têtes de pont, on terminait quelques batteries pour assurer sur la grande digue et sur celle d'été les positions dont nous avions appris à connaître par l'expérience les avantages et les désavantages ; on crénelait les maisons dans l'île et on les entourait d'abatis, de manière à en faire de

bous postes ; les différents chemins débouchant dans l'île des îles voisines étaient obstrués et encombrés d'arbres et d'autres obstacles ; on armait avec de fortes pièces les traverses construites en fumier sur le pont ; on y faisait, d'espace en espace, dans tout son développement, des espèces de palanques pour mettre les soldats à l'abri de la balle et, pour éviter toute surprise, on fermait par des barrières les rampes du pont et les embarcadères, de sorte que tout accès devenait très difficile et très dangereux. Enfin, à chaque nouvelle attaque, l'ennemi trouvait aussi de nouveaux obstacles qu'il n'avait pas reconnus.

Le froid continuait depuis cinquante jours avec le même degré d'intensité. L'Elbe, les canaux et les inondations n'offraient pas le moindre obstacle à l'artillerie et aux troupes, qui pouvaient y manœuvrer en tous sens. Les soldats étaient exténués de fatigue, vu l'immense développement que nous avions à garder, et malgré la bonne nourriture et la bouteille de vin que chaque homme avait par jour, nous avions constamment, depuis le commencement de février, 17,000 malades ; aussi nous avons perdu près de 900 hommes morts dans les hôpitaux. Cependant le maréchal ne pouvait diminuer le service ; il avait défendu jusqu'alors le pont important de Haarbours, et il était indispensable de le conserver ; il fallait donc faire des sacrifices pour s'y maintenir. Hambourg présentait peu de défense du côté de l'Elbe tant que durait la gelée, et toute la sûreté de la place était dans la conservation de l'île de Wilhelmsbourg, qui elle-même dépendait de l'occupation et de la communication de Haarbours. On avait organisé les hommes non montés de la cavalerie en un régiment de grenadiers de siège ; ils furent armés et équipés convena-

blement au service qu'ils devaient faire ; c'étaient pour la plupart de vieux soldats qui pouvaient devenir très utiles comme réserve. On avait enlevé les chevaux des habitants et des administrations, et l'on avait réduit le nombre de ceux des généraux et officiers au strict nécessaire ; on n'avait conservé que ceux de troupe et d'artillerie. Tout le reste avait été réformé, payé et abattu pour les distributions de viande.

Le 3 mars, vers minuit, quelques fortes patrouilles ennemies entrèrent dans l'île de Wilhelmsbourg que nous ne tenions plus la nuit que par des postes volants de cavalerie ; nous y perdîmes quelques hommes que l'ennemi fit prisonniers ; avant deux heures du matin l'ennemi s'était retiré. Nous prîmes notre revanche le lendemain du côté de Haarbourg, où le colonel Achard enleva quelques postes, et du côté de Hamm, où nous fîmes une trentaine de prisonniers.

Toute l'attention du maréchal se portait sur Wilhelmsbourg, dont il perfectionnait la défense par tous les moyens possibles ; il veillait presque toute la nuit et, après quelques heures de repos dans la matinée, allait parcourir tous les postes et donnait l'exemple de la constance et du dévouement ; nos espérances étaient soutenues par les bulletins des batailles de Champaubert et des affaires des 16, 17 et 18 février en France, que le maréchal faisait imprimer et publier.

Le 5 mars, le maréchal se rendit à Haarbourg et fit attaquer les avant-postes ennemis sur les digues de Moorbourg et de Neuland ; ils furent repoussés et on leur prit quelques hommes ; nos troupes allaient au combat avec la plus grande détermination et avaient acquis une grande

supériorité. La batterie de Tiffentag sur la rive droite de l'Elbe était un point bien avancé depuis que les glaces nous avaient forcés à prendre la ligne en arrière de Hamm ; cependant cette batterie était importante à conserver, puisqu'elle protégeait efficacement l'île de Wilhelmsbourg, comme l'événement nous l'avait prouvé dans les combats des 9 et 17 février. Le 11 mars, bien avant le jour, ce poste fut attaqué et enlevé, l'ennemi brûla quelques maisons et se retira avant le jour ; il n'y avait point de canons dans la batterie ; depuis quelque temps on les retirait pendant la nuit. On occupa de nouveau la batterie ; mais ce petit échec nous apprenait que ce poste ne pourrait se garder longtemps. Le maréchal fit construire en arrière une nouvelle batterie qui se liait mieux avec la ligne qui venait des redans de Saint-Georges au pont Vert ; on l'entoura de forts abatis, on fit en avant une cunette dans l'Elbe en cassant la glace, et l'on crénela et retrancha quelques maisons environnantes. Ces divers postes étaient liés entre eux, et la retraite était assurée en cas de besoin. Toute cette ligne était toujours sous les ordres du général Leclerc, qui, par ses bonnes dispositions et son zèle infatigable, avait constamment évité les surprises dans une défense aussi compliquée, et qui avait rendu de grands services au corps d'armée dans les journées des 9 et 17 février, en empêchant le corps du général Tolstoy de passer dans l'île de Wilhelmsbourg. La barrière de Hamm fut aussi renforcée par une traverse en fumier qui défilait la route et qui donnait les moyens d'arrêter l'ennemi dans le cas où, à coups de canon, il fût parvenu à détruire le tambour en charpente qui fermait ce passage.

Le 12 mars, le général Pecheux fit attaquer le village

de Wilsdorf, situé à la gauche du camp retranché de Haarbours ; ce poste fut enlevé à la baïonnette par un détachement du brave 108<sup>e</sup>. L'ennemi y perdit plus de 60 hommes tués ou blessés. Notre perte fut peu considérable, attendu que les troupes marchaient avec une grande résolution et sans tirer un coup de fusil.

Le 18, l'ennemi s'empara de la batterie de Tiffentag, la détruisit et en établit une autre un peu en arrière ; nous nous établîmes dans notre nouvelle batterie qui avait été préparée à cet effet par la prévoyance du chef, que l'événement venait toujours justifier.

Le 19, l'ennemi, profitant d'un brouillard très épais, s'embusqua dans des masures en avant de la Damthor et nous enleva une vingtaine d'hommes qui ne marchaient pas avec assez de précaution pour aller occuper différents petits postes qu'on établissait pendant le jour.

Le comte de Chaban avait perfectionné l'organisation des hôpitaux ; on distribuait aux malades du riz, du sagou, du bouillon d'os, quelques légumes, de bons médicaments et surtout le meilleur vin. On avait varié depuis quelque temps la nourriture de la troupe qui était incommodée par l'usage de la viande salée ; on avait ordonné des distributions de viande fraîche de cheval, des harengs et un peu de riz ; le pain et le vin étaient de bonne qualité et ne manquaient pas ; on battait monnaie dans deux ateliers, et la solde et les dépenses étaient au courant.

Au milieu de tous ces soins d'administration, le comte de Chaban trouva la mort le 22 mars : la France perdit en lui un de ses meilleurs citoyens, le 13<sup>e</sup> corps d'armée son père, et le maréchal son plus intime ami. Les soldats pleurèrent sur son tombeau, et les habitants de Hambourg,

auxquels la dure nécessité faisait éprouver de si douloureux sacrifices, versèrent des larmes à sa pompe funèbre qui eut lieu à la cathédrale. On ne peut mieux rendre l'impression que cette perte fit éprouver qu'en transcrivant l'ordre du jour par lequel le chef de l'armée faisait connaître sa mort.

#### ORDRE DU JOUR.

« Le maréchal annonce au corps d'armée la perte que  
« la France et l'Empereur viennent de faire en la per-  
« sonne de M. le comte de Chaban, intendant général des  
« finances.

« Cet homme qui était tout, honneur, vertu et fidélité,  
« est du nombre de ceux qui ont honoré l'humanité pen-  
« dant leur vie. Il a rendu les plus grands services au corps  
« d'armée ; il est mort victime de son beau zèle et de son  
« amour pour les soldats. Ceux qui sont susceptibles de  
« reconnaissance seront profondément affligés de cette  
« perte.

« Le maréchal ordonne que l'on embaume les dépouilles  
« mortelles du comte de Chaban, afin de pouvoir les of-  
« frir à la France comme celles d'un de ses plus dignes  
« enfants. »

Une commission fut nommée pour remplacer cet administrateur. Elle fut composée du maréchal, du préfet, M. le baron de Breteuil, du général Jouffroy, de M. Boisrichard, auditeur au Conseil d'État, de M. Cellier, directeur des domaines, et de M. Lafaurie, inspecteur du Trésor.

Pendant le mois qui venait de s'écouler depuis le 17 fé-

vrier, le général Beningsen, désespérant de nous prendre de vive force, après avoir vu échouer ses entreprises sur Haarbouurg, celles sur la ligne de Hamm et dans l'île de Wilhelmsbourg, ne comptait plus que sur les maladies, la famine ou la désertion ; il se bornait à faire de vaines démonstrations qui n'atteignaient pas même le but qu'il se proposait, celui de tenir nos troupes sur pied et de nous détruire en nous harcelant sans cesse. Les chefs seuls redoublaient de vigilance ; les postes attaqués se défendaient, et l'on ne battit plus une seule fois la générale dans Hambourg.

Le général comte Beningsen avait établi son quartier général à Punnenberg et attendait tranquillement que les succès des alliés en France décidassent du sort d'une place qu'il ne pouvait emporter. Il perdait un temps et des circonstances précieux, car si le dégel arrivait, nous étions sauvés. Il avait établi sur la ligne en avant de Haarbouurg le général Lion avec des troupes hanovriennes et han-séates, le général Ahrenschild avec un corps russe et plus tard le général Tolstoy avec son corps. Le lieutenant général Emme occupait avec sa division le terrain situé entre la rive gauche de l'Elbe et la Bille. Le lieutenant général Tschüplitz occupait l'espace entre la Bille et l'Alster ; ces trois corps étaient sous les ordres du lieutenant général Doctorof ; le lieutenant général Markof commandait toute la ligne entre l'Alster et la rive droite de l'Elbe vers Altona.

Pendant ce temps, on ne pouvait songer à travailler aux terrassements qui restaient à faire pour perfectionner les divers ouvrages ; on se bornait à casser exactement les glaces dans l'immense pourtour de quatre lieues ; on dé-

blayait la neige des banquettes et l'on posait les œuvres en charpente des grands blockhaus de Sternschanz et de Schrewenhof.

Le dégel s'annonça enfin le 23 mars; le maréchal, après avoir donné des ordres au général Loison pour Hambourg et la ligne de Hamm, fit porter des troupes en cavalerie et artillerie légère à Haarbours et s'y rendit lui-même. L'Elbe n'était plus praticable et l'ennemi ne pouvait plus venir impunément dans l'île de Wilhelmsbourg; nous devions profiter de cette circonstance pour nous procurer des fourrages qui commençaient à nous manquer et des vivres en viande sur pied et en légumes; nous devions surtout bien éclairer notre position de ce côté pour assurer la sortie du corps d'armée, si l'ennemi avait eu un grand échec en France.

Le 29 mars, le maréchal fit attaquer tout le développement du camp retranché de Haarbours, la droite par le général Pechoux, la gauche par le général Vichery; les troupes russes ne tinrent pas devant les nôtres et abandonnèrent Malrensdorf, Einfeld, Einsendorf et Wilsdorf; on fit prendre une grande quantité de bétail et de légumes, et l'on fit quelques prisonniers.

Le 30 et le 31, on chassa l'ennemi des villages de Ruhnberg, Merkenfeld, Sinsdorf et Laujenbeck, et l'on fourragea tout le pays en avant de Haarbours sans que l'ennemi songeât à s'y opposer; cette expédition eut tout le succès qu'on pouvait en attendre. Pendant ce temps, le maréchal avait fait attaquer la digue de Neuland et la batterie de Bullenhusen par le chef de bataillon Hervo, son aide de camp, avec deux compagnies du 108<sup>e</sup>. On avait abordé franchement l'ennemi, on avait franchi les

palissades, enlevé la batterie et poursuivi les troupes russes, la baïonnette dans les reins, jusqu'au village d'Over. Le maréchal s'y était transporté au grand galop; il reconnut que l'ennemi avait négligé d'occuper, dans sa fuite, deux maisons placées sur un tertre, sur la rive gauche de la Sewe; par le moyen desquelles, s'il se ravisait, il pouvait nous empêcher de construire un ouvrage sur la digue qui va à Merkenfeld. La disposition du terrain était telle qu'on ne pouvait arriver à ces maisons qu'en marchant à découvert sur une digue étroite de 250 toises de long et à fleur d'eau, entre l'Elbe et la grande inondation, et sous le feu de 300 hommes retranchés derrière la grande digue d'hiver de la Sewe. Le maréchal, ayant fait reconnaître par son aide de camp Laloy qu'il n'y avait pas de coupure sur cette digue, ordonna à 25 voltigeurs du 111<sup>e</sup> de marcher. Cette petite troupe, encouragée par l'exemple du capitaine Laloy, qui se mit à sa tête avec cette rare intrépidité dont il donnait tous les jours de nouvelles preuves, et par le maréchal des logis Noël, ordonnance du maréchal, chemina sur cette digue et s'empara des maisons malgré le feu de l'ennemi. Par un bonheur inouï nous n'eûmes que deux blessés.

Le maréchal laissa sur ce point le colonel Decastres, un de ses aides de camp, avec ordre de retrancher à la hâte et défendre ladigue qui va à Merkenfeld; cet ouvrage mettait à couvert plus de fourrages qu'il n'était nécessaire pour aller jusqu'à la saison nouvelle, et beaucoup de bestiaux qui étaient sur cette digue et dans les maisons de l'inondation. On avait ordonné en même temps l'attaque de Moorbourg; les postes ennemis avaient été repoussés dans leurs batteries, la nuit était venue, et le maréchal

s'était rendu sur les lieux. Nos troupes se trouvaient arrêtées par un ouvrage bien palissadé, protégé par des abatis et entouré d'eau ; ne consultant que leur courage, elles voulurent franchir cet obstacle, mais la mort du chef de bataillon Leguerney et de quelques braves qui furent tués sur les palissades, et la nuit qui était devenue obscure, déconcertèrent cette attaque. Nous y perdîmes une cinquantaine d'hommes mis hors de combat, dont 4 officiers ; il était minuit lorsque le maréchal se retira le dernier, après avoir pourvu à tout.

A peine commençait-on à prendre un peu de repos, qu'une vive fusillade et le bruit de l'artillerie se firent entendre au loin du côté d'Over. Le colonel Decastres et le major Vinache avaient travaillé toute la nuit pour faire retrancher, fraiser et palissader le poste de la digue qui va à Merkenfeld ; on y avait placé une pièce de canon ; un épaulement d'infanterie protégeait le flanc droit de cet ouvrage, le flanc gauche était protégé par l'inondation de la Sewe. L'ennemi avait fait avancer avant le jour deux bataillons avec des fascines pour combler nos fossés et des torches pour incendier les maisons ; il marchait dans le plus grand silence, espérant mettre notre surveillance en défaut. Ils furent accueillis par une vive fusillade à bout portant et par la mitraille de la petite pièce ; après un quart d'heure de combat, il se retira en désordre, laissant 40 morts dans nos palissades et dans l'inondation. L'ennemi secondait cette attaque par le feu de trois batteries, deux sur la digue de la Sewe et la troisième dans l'Ochsenwerder.

Le maréchal avait envoyé de Haarbourg le général Delcambre avec une poignée d'hommes pour s'emparer de

l'île de Neuuhof, y faire une tête de pont et s'y retrancher ; ce général s'en acquitta en homme habile et entreprenant ; il surprit l'ennemi et exécuta les ordres qui lui avaient été donnés.

Nous étions au 1<sup>er</sup> avril, la débâcle de l'Elbe s'était faite sans accident, et la position presque désespérante où nous nous trouvions depuis quatre-vingt-quatre jours de forte gelée allait cesser. Le travail des glaces était fini, et nous avions l'espoir d'améliorer le sort de nos malades, dont 950 avaient succombé dans le mois de mars. Les soldats s'étaient aguerris comme les plus vieilles troupes ; la discipline la plus parfaite existait à tel point que, pendant tout le blocus, pas un officier ou un soldat n'avait été puni pour une faute grave. Les troupes étaient bien habillées et au courant de la solde, et avaient des masses de linge et de chaussure. Nous avons conservé 2,000 hommes de belle cavalerie et 1,500 chevaux d'artillerie dont la subsistance n'allait plus nous inquiéter, puisque toutes les sorties nous fournissaient les moyens de les nourrir. Nous avions encore en viande salée, lard et vin, de quoi subsister pendant plus de six mois. Nous étions maîtres de toute la digue jusqu'à la Sewe ; toute l'inondation et les villages qui s'y trouvaient nous appartenaient ; on avait organisé un service de bateaux pour aller en recueillir les ressources. On pouvait de nouveau remuer la terre et terminer les ouvrages avancés ; le dégel avait fait fondre la neige de la redoute de Schrewenhof, poste avancé dans l'Elbe, et son commandant avait vu avec étonnement que la redoute qu'il avait si heureusement défendue tout l'hiver n'était construite qu'en roseaux ; on fit terrasser cet ouvrage.

L'ennemi ayant montré beaucoup de bâtiments armés

sur l'Elbe et entre autres des flottilles anglaises, toutes les différentes issues des canaux de l'Elbe furent bouchées par des estacades et des bâtimens chargés de pierres, liés ensemble et coulés. On ne laissa de libres que les deux grands bras défendus par nos ouvrages et nos batteries.

La moitié du mois d'avril se passa dans ces occupations diverses. Le nombre de nos malades diminuait sensiblement depuis que les grandes fatigues des glaces ou des postes de nuit avaient cessé. On pouvait donner du repos, et il y avait ordre de ne pas fatiguer le soldat. On varia la nourriture de la garnison ; on remplaça les distributions de cheval par moitié de viande salée, des harengs et du lard. On avait eu grand soin de déblayer les rues des neiges et des glaces qui, encombrées avec les immondices, auraient pu dans le dégel occasionner des maladies épidémiques. Les veilleurs de nuit et le corps de pompiers du pays, qui avaient été organisés pour la police de l'intérieur de la ville, y rendirent de grands services. On faisait face avec une grande régularité aux dépenses communales et administratives, et le service du trésor, alimenté par les deux monnaies, se faisait comme en pleine paix. On avait fait ensemercer les jardins dans la ville, les faubourgs et les postes occupés par nous, pour nous assurer des légumes et pour distraire les soldats.

L'ennemi renouvela alors et avec plus de suite ce système qu'il avait employé de répandre à nos avant-postes des bulletins et des écrits menaçant la garnison et provoquant les habitants à la révolte ; ces écrits exhortaient à la désertion les soldats des divers départemens qui avaient été réunis à la France ; mais ces soldats de nations diverses étaient retenus par l'honneur, une discipline paternelle

qui pourvoyait à tous leurs besoins et l'exemple de leurs chefs qu'ils voyaient partager leurs privations, leurs fatigues et leurs dangers. Ils répondaient aux provocations verbales par d'amères plaisanteries et par des coups de fusil et de mitraille, lorsque la trahison, sous le voile de l'amitié, voulait s'emparer de nos postes et en égorgé les garnisons, comme sur la digue de Moorbourg et celle en arrière de Tiffentag.

Vers le 12 avril et les jours suivants, ces écrits provocateurs changèrent de langage, et prenant le ton de la modération, nous annonçaient de très grands avantages obtenus en France par les alliés ; nos dernières nouvelles certaines de France étaient du 20 mars ; elles nous avaient annoncé que l'ennemi avait éprouvé de telles pertes que nous devions espérer d'apprendre bientôt que notre patrie était délivrée ; tout le reste nous venait de l'ennemi et ne devait nous inspirer aucune confiance. Dans les premiers temps, il ne s'annonçait que par des menaces que le bon esprit, la bravoure, la persévérance des troupes et la prévoyance du chef avaient rendues vaines, à l'époque où Hambourg ne pouvait être regardé comme une véritable place de guerre ; maintenant que notre position était devenue bonne sous tous les rapports, nous devions conserver la même attitude, déjouer toute surprise et attendre les événements. Le maréchal recommanda la plus exacte surveillance.

Le 18 avril, le général Beningsen reçut la nouvelle de la prise de Paris et de l'abdication de Napoléon ; cette dernière circonstance nous parut tellement absurde qu'elle détruisit dans nos esprits tout l'effet que l'ennemi se proposait de l'envoi de la lettre du major général russe qui

l'annonçait. Le maréchal avait consenti à plusieurs conférences qui avaient été demandées par l'intermédiaire de M. de Blucher, président d'Altona ; elles avaient eu lieu en avant de Sternschanz, entre le lieutenant général russe Ostermann et le commandant d'Altona d'une part, et de la nôtre les généraux Loison et César de la Ville. Le maréchal demandait qu'un officier français pût se rendre en sûreté à Paris pour connaître les événements et nous décider, à son retour, sur le parti que l'honneur et l'intérêt de notre patrie nous permettraient de prendre. L'ennemi, en se défendant d'abord de cette idée et en retardant ensuite le départ du général Delcambre, que le maréchal avait désigné pour cette mission, nous faisait espérer que ces nouvelles, qu'il nous empêchait de vérifier, pourraient bien être un piège ; l'ennemi demandait la cessation des travaux et la détente des inondations.

Le général Beningsen fit alors porter à tous nos avant-postes des drapeaux blancs avec le chiffre de Louis XVIII, pour provoquer la garnison à une révolte ; mais la plupart de nos soldats, conscrits de l'armée et nés après la Révolution, ne pouvaient être remués par des emblèmes tout à fait nouveaux pour eux, et les officiers savaient trop ce que demande l'honneur dans une place assiégée, pour ourdir la moindre intrigue qui ne manque jamais, quelque respectable qu'en soit le motif, d'être appréciée à sa juste valeur.

On était cependant à peu près d'accord de cesser les hostilités, lorsque le 27 plusieurs chaloupes-canonnières anglaises, soutenues par de fortes masses russes derrière la digue de Moorbourg, vinrent attaquer par l'Elbe le fort de Haarbourg, cherchant à tourner les positions retranchées

que nous occupions sur les digues. Le fort répondit par un feu très vif et très bien dirigé ; une chaloupe fut coulée et deux fortement endommagées ; le commandant de cette flottille eut le bras emporté et se retira avec elle hors de la portée du canon. Le maréchal était accouru dans l'île et avait vu ses précautions et ses défiances justifiées. L'armée voyait aussi combien l'esprit de prévoyance était nécessaire à la guerre et évitait les plus grands malheurs. La date seule de cette tentative répond victorieusement à ceux qui, loin des événements et tranquilles dans leurs foyers, ont jugé que le maréchal devait se rendre tout de suite aux premières insinuations de l'ennemi.

Nous étions au 28 avril et nous ne concevions pas comment il était possible que, dans le cas où les événements annoncés au général Beningsen auraient eu lieu, le gouvernement établi en avril ne nous fît rien parvenir d'officiel ; nous faisons continuer nos ouvrages, nous maintenons la solde au courant et nous nous occupons d'améliorer par toutes sortes de moyens la santé de nos malades qui avait tellement gagné dans ce mois que nous n'avions eu que 350 morts dans les hôpitaux ; au milieu de ces contrariétés sans cesse renouvelées pour empêcher le départ du général Delcambre, le maréchal reçut l'avis que M. Davout, son parent, était arrivé à Altona, porteur de journaux français ; il avait été expédié de Paris par M<sup>me</sup> la maréchale, princesse d'Eckmühl, dont la sollicitude fut d'autant plus heureuse que le nouveau ministre de la guerre ne nous donnait aucune direction.

L'ennemi profita de la juste impatience que nous avions de recevoir des nouvelles positives de France par un canal non suspect, pour obtenir comme faveur particulière et

comme condition expresse à l'entrée du parent du maréchal à Hambourg que le général en chef russe pût établir son quartier général à Altona, avec un bataillon pour sa garde.

Les nouvelles et les journaux furent communiqués aux généraux en chef de corps, et il n'y eut plus aucune difficulté à conclure un arrangement qui fit cesser les hostilités jusqu'au retour du général Delcambre qui partit définitivement pour porter notre adhésion et prendre les ordres.

Il fut convenu de ne plus entreprendre d'ouvrages de part et d'autre pour l'attaque ou la défense, de laisser entrer 4,000 livres de viande fraîche par jour pour le service des hôpitaux. Tout le reste devait rester dans le même état.

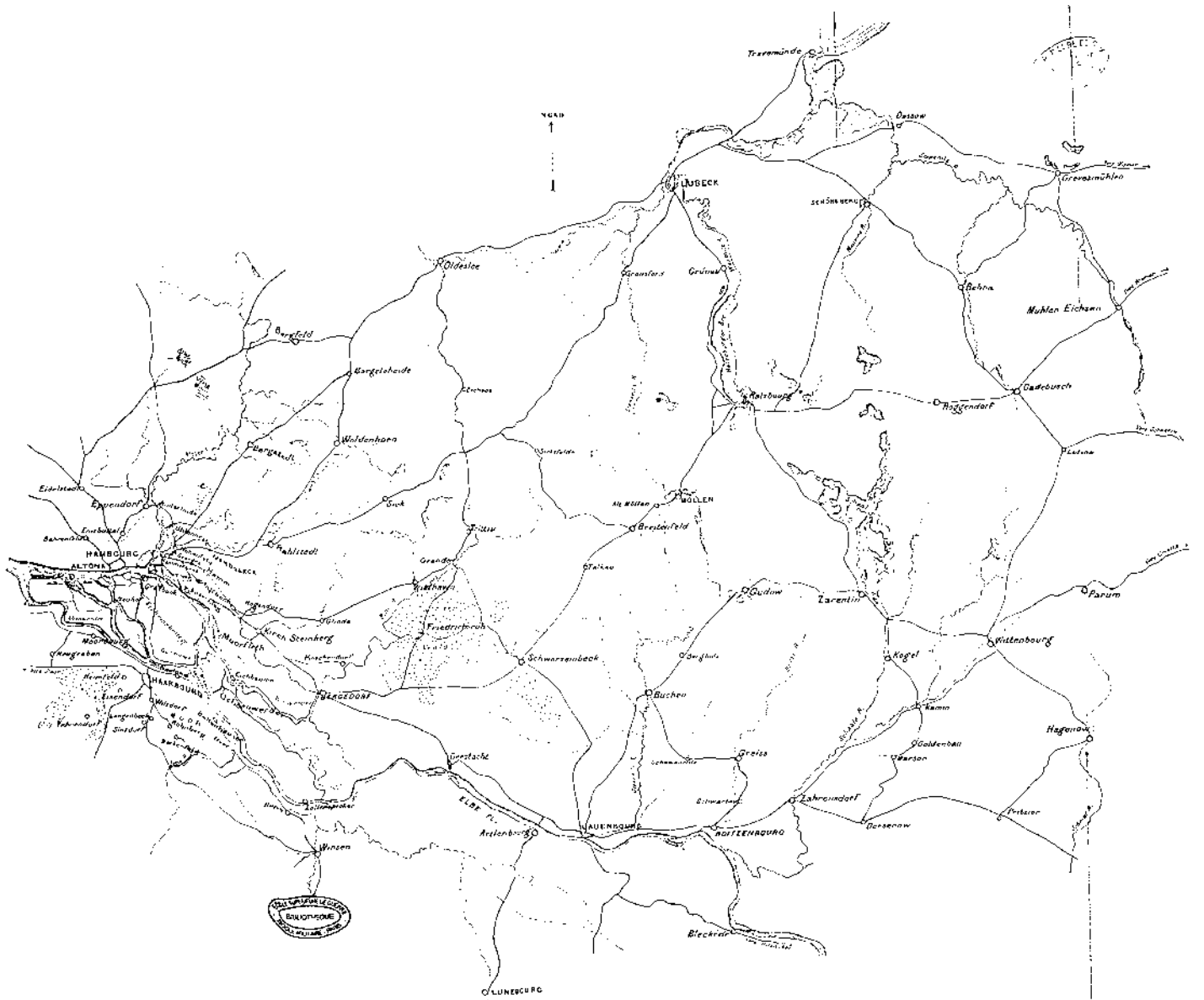
Le 29 avril, le maréchal fit connaître à l'armée les événements survenus en France, le drapeau blanc fut arboré, les hostilités cessèrent de part et d'autre, on suspendit les travaux de la place et des fles; les jours suivants, on détendit les inondations, on distribua tous les effets d'habillement, d'équipement et de chaussure, on rendit aux négociants ce qui n'était pas strictement nécessaire en munitions de bouche et en effets qui existaient dans nos magasins; on permit la sortie des postes en ordre et par détachements pour que les régiments pussent acheter des vivres frais à Altona. On distribua des cartouches pour les exercices à feu auxquels on occupait les soldats.

Le 5 mai, le général Fouché, commissaire du roi de France pour la remise de Hambourg, Haarbours et dépendances aux puissances alliées, qui devaient en prendre possession au plus tard au 31 mai en exécution de la con-

vention faite par Son Altesse Royale le comte d'Artois, lieutenant général du royaume, arriva à Hambourg ; on dressa les inventaires des magasins.

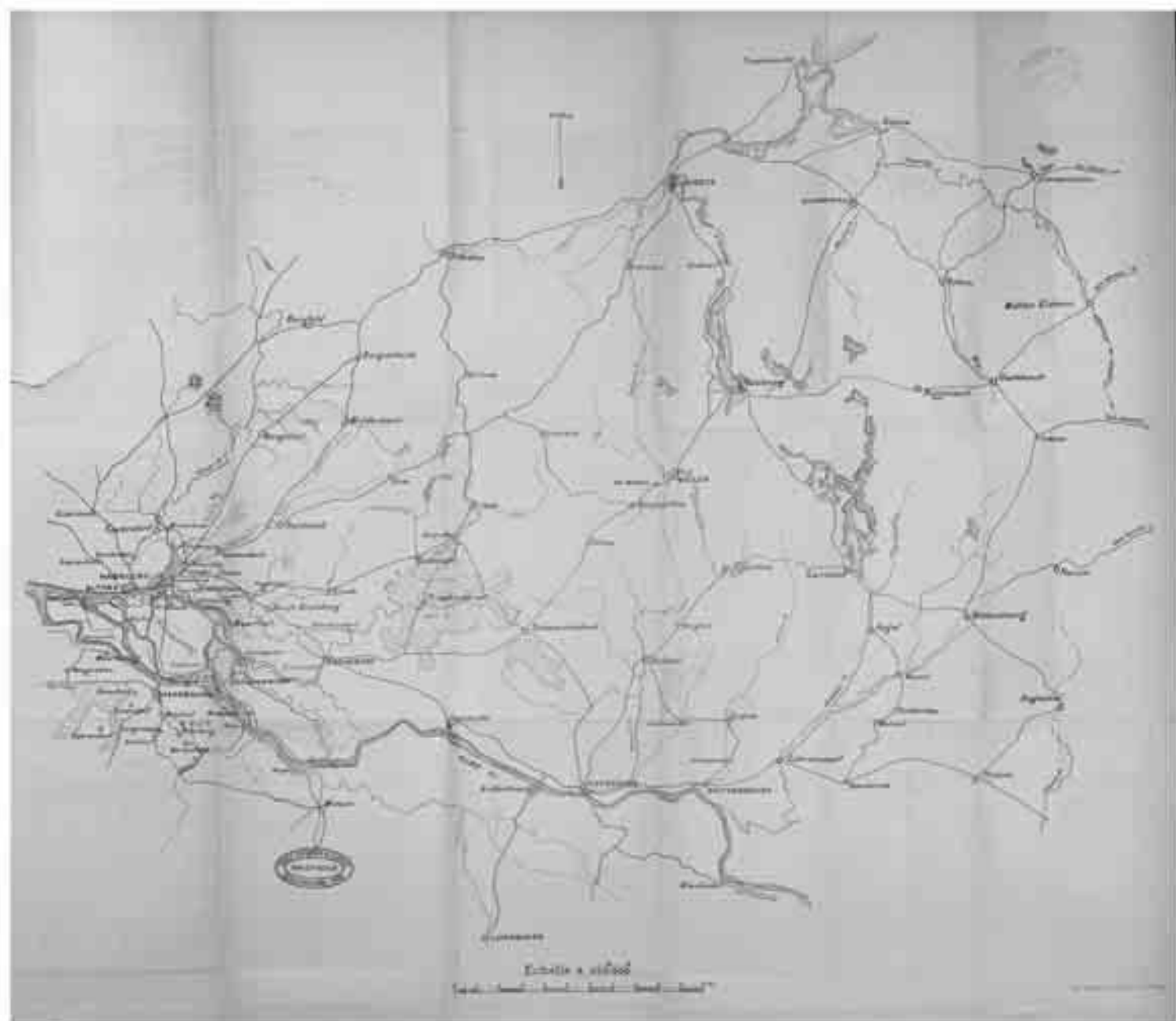
Le 11 mai, le lieutenant général comte Gérard arriva à l'armée et en prit le commandement ; il se conduisit dans cette circonstance avec cette loyauté et délicatesse dont il a donné tant d'exemples ; il continua à faire payer la solde et toutes les dépenses du corps d'armée, montra beaucoup de fermeté contre les prétentions du général en chef de l'armée russe et organisa le départ des troupes et administrations françaises en trois colonnes qui partirent les 27, 29 et 31 mai avec armes, bagages et artillerie.

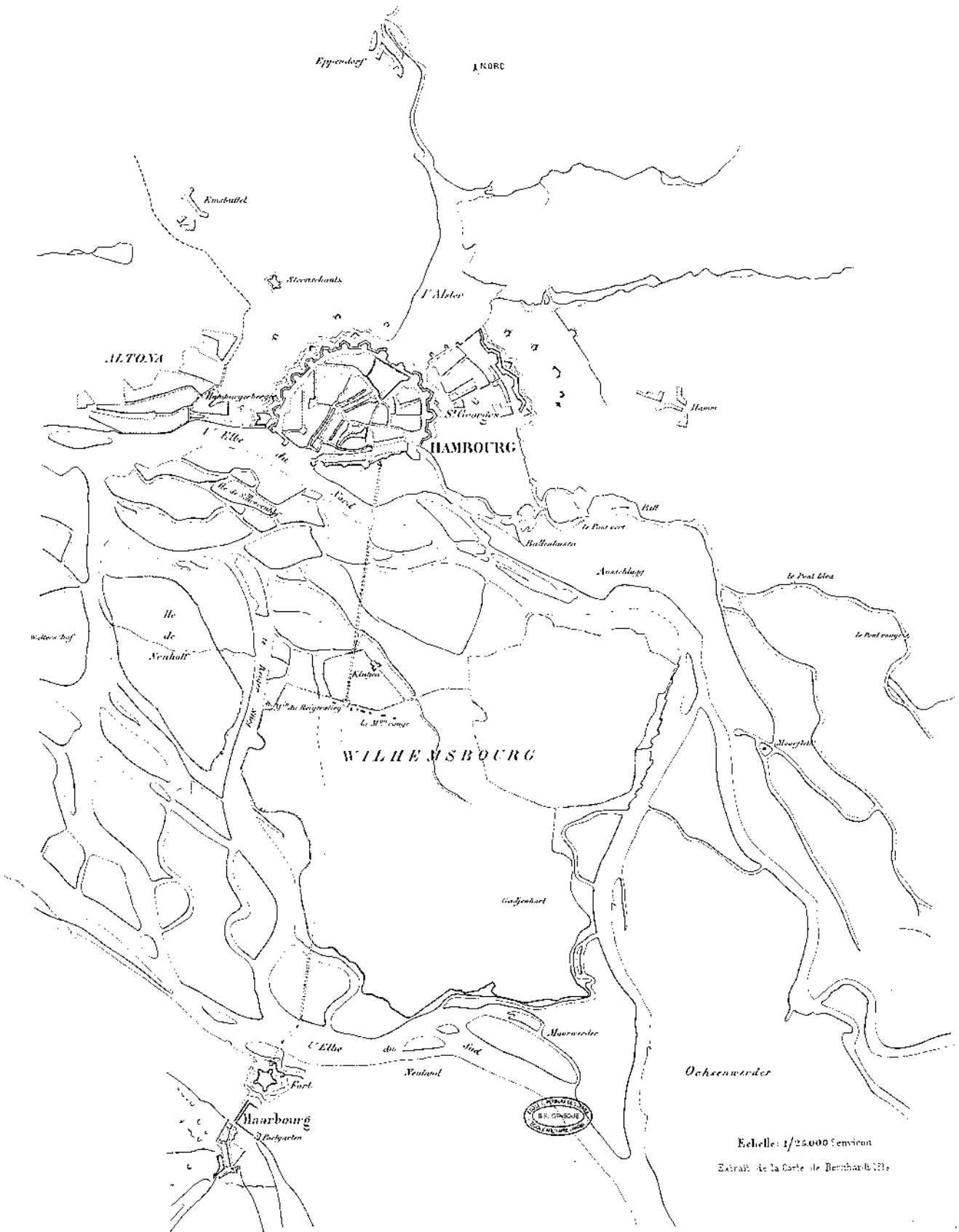
L'effectif du 13<sup>e</sup> corps était à cette époque de 31,000 hommes, dont 5,000 malades qui restèrent dans les hôpitaux et furent plus tard ramenés en France, 100 bouches à feu avec double approvisionnement et 4,000 chevaux de cavalerie ou de trait.



Echelle à 200 000.  
 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

1:200,000





ALTONA

HAMBURG

WILHEMSBOURG

Echelle: 1/25000 centimètres

Extrait de la Carte de Bernhardt 1814

